



**NYELENI** 2011  
EUROPEAN FOOD SOVEREIGNTY FORUM

La  
Souveraineté  
alimentaire  
en Europe,  
maintenant!

# RAPPORT DE SYNTHÈSE & PLAN D'ACTION

Nyeléni Europe 2011: forum pour la Souveraineté alimentaire  
16 - 21 août 2011, Krems, Autriche





# RAPPORT DE SYNTHÈSE & PLAN D'ACTION

Nyeléni Europe 2011: forum pour la Souveraineté alimentaire  
16 - 21 août 2011, Krems, Autriche



Droit d'auteur:  
Mouvement Nyeléni Europe  
et Coordination Européenne Via Campesina,  
Février 2012

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source

mise en page: Thomas Zobernig - photos: Alexander Gotter, Anna Korzenszky, Thomas Zobernig  
Traduction de l'Anglais par l'équipe de traducteurs volontaires de la Coordination Européenne Via Campesina



Cette publication a été produite grâce à un cofinancement de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du Mouvement Nyeléni Europe et de la Coordination Européenne Via Campesina et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne.



# TABLE DES MATIÈRES

Préface	i
Remerciements	v
Abréviations	vi
<b>THÉMES</b>	<b>1</b>
1. Changer la manière dont nous produisons nos aliments et les consommons	1
2. Changer la manière dont la nourriture est distribuée	4
3. Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales dans les systèmes alimentaires et agricoles	7
4. Revendiquer le droit aux biens communs	10
5. Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles	13
<b>COMPTE-RENDUS</b>	<b>16</b>
Compte-rendu des réunions par régions	16
Compte-rendu de la réunion des femmes	19
Compte-rendu du groupe des jeunes	21
<b>RENCONTRES &amp; DÉCLARATION</b>	<b>24</b>
Rencontres	24
Déclaration Nyéléni Europe	32
<b>PLAN D'ACTION</b>	<b>37</b>
TRANSFORMER	37
RESISTER	40
CONSTRUIRE	42
En guise de conclusion...	46
<b>ANNEXES</b>	<b>47</b>
1. Compte-rendu de la journée d'excursions	47
2. Foire aux idées	49
3. « Místicas »	50
4. Compte-rendu de la "cantine populaire"	51
Six piliers de la Souveraineté alimentaire	54

# Préface

A travers le monde, des groupes, des organisations et des collectifs se battent pour reprendre le contrôle sur leurs existences et leurs moyens de subsistance. Face à l'intensification des crises financières, environnementales et des combats pour la démocratie, nos systèmes alimentaires et agricoles se sont transformés en champs de bataille, en plein cœur de ces conflits. Le concept de Souveraineté alimentaire fut introduit pour la première fois par le mouvement paysan international Via Campesina en 1996. Il a évolué pour devenir, entre autres, une critique des politiques néolibérales et propose un système totalement différent en matière de politiques agricoles et d'aménagement du territoire mais aussi alimentaires et sociales sur le plan international, régional et local. Ce cadre a encore été renforcé par l'organisation du Forum Nyéléni 2007 pour la Souveraineté alimentaire, au Mali, qui a fourni la base politique pour l'organisation du forum Nyéléni Europe 2011 pour la Souveraineté alimentaire.

## **DEFINITION DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE**

D'APRES LA DECLARATION NYELENI 2007

La Souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteur(trice)s locaux. La Souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La Souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La Souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

En Europe, de nombreux mouvements de la société civile, organisations paysannes et mouvements sociaux revendiquent la mise en œuvre de la Souveraineté alimentaire et exigent que la Politique Agricole Commune soit réformée afin d'intégrer le cadre de la Souveraineté alimentaire. Des organisations œuvrant dans les domaines de l'environnement, de la justice sociale, du commerce et du développement se sont également joints à l'appel pour le rétablissement de la Souveraineté alimentaire en Europe et à travers le monde. Ces dernières années ont émergé des luttes collectives pour l'accès à la terre, des réseaux d'alliances entre consommateur(trice)s et producteur(trice)s, des projets d'agriculture soutenue par la communauté et autres initiatives qui mettent en pratique la Souveraineté alimentaire au niveau local.



Le Forum Nyéléni Europe a été une tentative de renforcer ces mouvements, mais aussi de dynamiser le travail que nous faisons au niveau local, régional ou national à travers des actions de soutien et en apportant notre contribution au travail mené par d'autres. Le processus pour l'organisation de ce Forum a été initié par la Coordination Européenne Via Campesina, les Amis de la Terre Europe, ATTAC Europe, Vredeseilanden, le CIP pour la Souveraineté alimentaire, et la Marche mondiale des femmes.

Le Forum a été une première étape - un catalyseur pour le renforcement de nos objectifs collectifs, et nous aider à aller de l'avant. Encore submergés par la richesse des témoignages et des expériences partagés lors de ce Forum, nous sommes convaincus que cet événement a été l'espace le plus dynamique jamais créé à ce jour pour changer la façon dont notre société s'organise autour des questions d'alimentation et d'agriculture. Le Forum a permis non seulement une mise en commun et un renforcement des perspectives européennes sur la Souveraineté alimentaire, mais il a aussi fourni des outils à tous les participant(e)s pour construire et renforcer les mouvements pour la Souveraineté alimentaire dans leurs pays ou régions.

Néanmoins, depuis le début du processus préparatoire, il était clair que si nous voulions impulser un mouvement fort au niveau local, régional et européen, il fallait mettre en place un processus avant et après le Forum lui-même. Par conséquent, les initiateurs du Forum ont encouragé les groupes et les initiatives dans tous les pays européens, de l'Atlantique au Caucase, à s'engager dans la construction d'un processus Nyéléni pour la Souveraineté alimentaire dans leurs domaines respectifs. L'idée était de construire une dynamique par-

tagée par tous les différents acteurs impliqués et d'avoir une compréhension commune des questions liées à la Souveraineté alimentaire.

Afin d'assurer une participation équilibrée de toutes les personnes engagées dans la lutte pour la Souveraineté alimentaire, le Forum a été organisé selon un système de quotas et de groupes d'intérêts. Afin de permettre l'expression de toutes les voix du mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe au cours de notre Forum, les délégations de chaque pays ont été incitées à intégrer des membres des groupes sociaux suivants: producteur(trice)s alimentaires (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, jardiniers urbains, agriculture soutenue par la communauté), travailleur(se)s (travailleur(se)s agricoles, migrant(e)s, syndicats); représentant(e)s d'ONG de défense de l'environnement, actifs dans le domaine de la santé ou du développement, des organisations de jeunesse, les organisations de lutte pour les droits des femmes; consommateur(trice)s (coopératives alimentaires, précaires urbains) et autres (artistes, enseignant(e)s, chercheur(se)s, ...). Un tiers des délégué(e)s de chaque pays devaient être producteur(trice)s d'aliments, la moitié des délégué(e)s devaient être des femmes et un tiers des délégué(e)s devaient être des jeunes. Au final, plus de 400 femmes et hommes de 34 pays européens de l'Atlantique à l'Oural et au Caucase, du Cercle polaire à la Méditerranée, ainsi que des représentant(e)s internationaux de divers mouvements sociaux et organisations de la société civile, se sont retrouvés, du 16 au 21 Août 2011 à Krems, en Autriche afin de poser les bases d'un mouvement européen pour la Souveraineté alimentaire.

Le Forum avait pour ambition de créer des discussions productives en plus petits groupes de travail et à la fois de garantir que des perspectives communes puissent être partagées lors de sessions plénières. Les activités communes telles que les "Misticas", les soirées culturelles et les cérémonies d'ouverture/fermeture devaient contribuer à la construction d'un mouvement européen pour la Souveraineté alimentaire. Le Forum a été construit autour de cinq axes thématiques (les modèles de production ; les marchés et les chaînes alimentaires ; les conditions de travail et les aspects sociaux ; l'accès à la terre et aux autres ressources ; les politiques publiques) et trois questions-clés (Que voulons nous ? Quels sont les obstacles devant nous ? Qu'allons nous faire ?). La discussion autour des axes thématiques s'est tenue en petits groupes de travail thématiques et en assemblées plénières. Pour chaque axe thématique, un document préparatoire a été rédigé afin de mettre en commun l'expertise existant déjà en Europe sur cette question. Les documents préparatoires ont été approuvés comme base de travail commune par les participant(e)s du Forum.

Les réunions de femmes et de jeunes, ainsi que les réunions par groupes sociaux ont créé un espace propice à la préparation des débats et à la contribution de chacun à la rédaction de la déclaration et du plan d'action. Les réunions régionales avaient pour principal objectif la construction du mouvement, ainsi que le renforcement du travail commun et des actions conjointes dans les sous-régions européennes, pour répondre aux défis communs.

L'un des résultats du Forum Nyéléni Europe fut la déclaration Nyéléni Europe pour la Souveraineté alimentaire, soulignant nos visions et engagements communs, qui sont les premières étapes vers la Souveraineté alimentaire en Europe. La première partie du présent

rapport de synthèse amplifie cette vision et nos engagements généraux pour chaque axe thématique. Ces pages s'appuient sur les débats ayant eu lieu lors du forum et sur les documents préparatoires approuvés par les participant(e)s.

Afin de mettre nos visions et engagements en pratique, nous devons mener et soutenir des actions locales et régionales, mais aussi des actions collectives à travers l'Europe. Nous avons convenu à Krems que ces actions s'appuieront sur la déclaration Nyéléni Europe pour la Souveraineté alimentaire et sur la Déclaration Nyéléni de 2007, ainsi que sur les 6 piliers de la Souveraineté alimentaire. L'équipe de rédaction du présent rapport de synthèse a mené un travail intense pour compiler et organiser les différentes propositions afin d'établir un plan d'action commun à partir des nombreux documents qui sont ressortis des réunions.

Ce plan d'action sera notre ligne directrice pour le renforcement du mouvement européen pour la Souveraineté alimentaire, et afin de nous aider à prendre des mesures importantes en vue de l'établissement de la Souveraineté alimentaire en Europe.

Nous allons **transformer** nos systèmes alimentaires en Europe et reprendre le contrôle de nos communautés et de nos moyens de subsistance !

Nous allons **résister** à l'expansion des systèmes alimentaires agro-industriels en Europe et dans d'autres régions!

Nous allons **construire** notre mouvement pour la Souveraineté alimentaire à travers l'Europe!

***Nous allons agir pour  
instaurer la Souveraineté alimentaire  
en Europe dès maintenant!***

### **Les membres du Comité de Pilotage**

Alexandra Strickner, Attac Autriche

Anna Korzenszky, Plateforme pour la Souveraineté alimentaire hongroise

Anne Gueye, Uniterre Suisse

David Sánchez, Amis de la Terre Espagne

Geneviève Savigny, Coordination Européenne Via Campesina

Gert Engelen, Vredeseilanden

Javier Sanchez, Coordination Européenne Via Campesina

Jocelyn Parot, Urgenci

Irm Salzer, Via Campesina Autriche

Luca Colombo, Plateforme italienne pour la Souveraineté alimentaire

Ludwig Rumetshofer, Via Campesina Autriche

Mira Palmisano, Via Campesina Autriche

Stanka Becheva, Amis de la Terre Europe

Thierry Kesteloot, Oxfam-Solidarité

# Remerciements

Nous voudrions remercier toutes les personnes qui ont contribué à rendre possible cet événement historique. Nous souhaitons exprimer notre gratitude aux salariés de l'organisation paysanne ÖBV-Via Campesina Autriche (Karin Okonkwo-Klampfer, Mira Palmisano, Ludwig Rumetshofer, Irmi Salzer et Daniela Wiebogen), qui n'ont pas compté leur temps ni leurs efforts dans la préparation logistique de Nyéléni Europe. De la même manière, nous remercions les salariés de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) pour l'énorme travail accompli, et tout particulièrement Fergal Anderson, Benjamin Bouin, Ivan Mammana et Annelies Schorpion.

Le Forum n'aurait pas été possible sans le travail d'un nombre immense de bénévoles. Nous adressons nos remerciements aux représentants et organisateurs de l'incroyable équipe d'interprètes, Kate Wilson et Lucia Martinez de COATI-Lyre. Grâce au travail phénoménal des interprètes, nous avons pu relever le défi de la communication multilingue qui caractérise Nyeleni Europe !

Nous remercions également tous les militants de la cantine collective "Naschkatzen" qui nous ont préparé de merveilleux repas avec des produits cultivés, récoltés et cuisinés selon les principes de la Souveraineté alimentaire.

Nous remercions l'équipe locale Nyéléni à Krems (Madelene Hochleitner, Martina et Magdalena Walch, Matthias Müllner) pour leur fantastique soutien sur place.

Nous remercions Patrick Mulvany et Matt Canfield pour leur travail, l'immense effort fourni ainsi que leur patience dans l'organisation, la synthèse et la rédaction du présent rapport. Nous remercions également Anna Korzenszky pour son importante contribution.

Il est impossible de mentionner ici toutes les personnes qui nous ont aidé, les âmes charitables et les mains secourables qui - à un moment où un autre - ont apporté leur contribution pour faire de ce Forum un tel événement inoubliable et prometteur. Nous remercions tous les personnes qui se sont occupées de nos enfants, qui ont organisé la Foire aux idées et les excursions, qui ont rédigé et mis en page la brochure du programme, qui ont organisé et coordonné les soirées, qui ont nettoyé les toilettes et fait le ménage dans les dortoirs, qui ont rédigé les communiqués de presse, qui ont fait la navette entre l'aéroport et le forum pour accueillir et ramener les délégués, et mille autres choses encore.

Merci de nous avoir aidé à créer un espace pour la construction d'un mouvement européen fort de lutte pour la Souveraineté alimentaire.

# Abréviations

PAC	Politique Agricole Commune de l'Union européenne
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire de la FAO
ASC	Agriculture soutenue par la communauté (en France = AMAP)
MSC	Mécanisme de la société civile du Comité pour la sécurité alimentaire
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies
OGM	Organisme génétiquement modifié
CIRADR	Conférence internationale pour la réforme agraire et le développement rural
IGT	Indicazione Geografica Tipica, Typical Geographical Indication
FMI	Fond monétaire international
LEISA (ADPIE)	Agriculture durable avec peu d'intrants externes
ONG	Organisation non gouvernementale
SGP	Système de garantie participative
TNC (STN)	Société transnationale (Multinationale)
OMC	Organisation mondiale du commerce



# THÉMES

## 1. Changer la manière dont nous produisons nos aliments et les consommons

*„Nous travaillons à la création de systèmes alimentaires résilients qui fournissent une alimentation saine et sûre pour tous les peuples d'Europe tout en préservant la biodiversité, les ressources naturelles et le bien-être animal. Pour cela, nous avons besoin de modèles de production et de pêche écologiques, ainsi que d'une multitude de petits paysans, paysannes, jardiniers et pêcheurs qui constituent la colonne vertébrale de la production alimentaire en produisant une alimentation locale. Nous nous battons contre l'utilisation des OGM; nous cultivons et sauvegardons dans ces systèmes une grande diversité de variétés de semences et de races animales qui ne sont pas modifiées génétiquement. Nous privilégions des formes variées et durables de cultures alimentaires, en particulier la consommation de produits locaux de haute qualité et de saison plutôt que de produits fortement transformés. Cela implique une plus faible consommation de viande et de produits animaux. Ces derniers et l'alimentation – sans OGM – fournie aux animaux devraient être uniquement locaux. Nous nous engageons à nous réapproprier et à promouvoir les savoirs culinaires et processus de transformation alimentaire à travers l'éducation et le partage de compétences.“ (Déclaration Nyéléni Europe, août 2011)*

Le modèle de production dominant dans les systèmes alimentaires européens est contrôlé par les intérêts industriels, et se base sur la concentration du pouvoir, la monoculture, le dépôt de brevet sur les semences et les espèces animales et l'obligation d'utiliser des pesticides et des engrais. C'est un système dysfonctionnel qui a fait augmenter l'obésité en Europe et provoqué des famines dans d'autres régions. Il chasse les paysans/paysannes locaux de leurs terres, les petits pêcheurs de la mer et enferme le bétail dans des fermes-usines, - tant dans nos pays qu'ailleurs - dans le cadre d'un système perpétué par des réglementations inefficaces et des lois injustes. Nous exigeons que des priorités soient établies dans l'utilisation des ressources permettant de produire, qui doivent être d'abord consacrées à la production alimentaire, et non à celle de productions industrielles destinées à l'exportation ou à la fabrication d'agrocarburants.

Nous voulons promouvoir un modèle écologique d'accès à l'alimentation<sup>1</sup> dans le cadre de la Souveraineté alimentaire. Dans toute l'Europe, nous développons et

---

<sup>1</sup> Le concept d'approvisionnement écologique en nourriture recouvre une variété de pratiques agroécologiques comme par exemple une agriculture durable pratiquée par des paysans, l'agroécologie, l'agriculture biologique, l'agriculture naturelle, l'Agriculture durable avec peu d'intrants externes (LEISA), la permaculture ainsi que l'élevage durable et écologique, l'aquaculture, les pêcheries artisanales de capture, etc.

soutenons les systèmes alimentaires locaux, en échangeant des semences locales, en luttant de manière concrète pour les Droits des Paysan(ne)s, en augmentant la fertilité de nos sols, en renforçant et en augmentant la résistance de la production locale et des réseaux alimentaires. Les systèmes écologiques de production alimentaire sont résistants et non seulement capables de s'adapter au changement climatique mais aussi de diminuer son impact. Nous insistons pour que l'alimentation et l'agriculture restent en dehors des marchés et systèmes de compensation des émissions de carbone, des systèmes mercantiles de marchés du carbone, des marchés des services rendus par les écosystèmes ou des plans de compensation pour la biodiversité, tout comme nous rejetons les objectifs européens en matière de fabrication de biocarburant. Nous voulons encourager la mise en place d'un système de certification participatif pour notre modèle écologique d'approvisionnement en alimentation.

Nous devons renforcer les cultures alimentaires locales et les politiques publiques qui visent à renforcer les liens entre producteur(trice)s et consommateur(trice)s, nous battre contre la perte de compétences en matière de production, de transformation et de préparation des aliments, et lutter contre le gaspillage. Il est nécessaire d'assurer à tous les consommateur(trice)s vulnérables, où qu'ils se trouvent, un accès à une alimentation saine, et tous devraient être en mesure d'acheter des aliments produits écologiquement par des petit(e)s producteur(trice)s. Les conséquences qu'entraîne leur production doivent être intégrées dans le coût des aliments produits industriellement. Ces conséquences doivent notamment prendre en compte les conséquences sociales de l'agriculture industrielle et du système d'alimentation industriel à laquelle cette agriculture participe. Il faut notamment clairement établir les liens entre crise sociale et crise écologique, et les prendre en compte dans l'évaluation des coûts.

Nous défendrons et développerons notre biodiversité agricole (pour toutes les espèces, y compris les semences, le bétail, le poisson et les autres organismes aquatiques, les pollinisateurs, les prédateurs, les micro-organismes du sol etc.), et respecterons les droits collectifs à la terre, à l'eau, aux semences etc. Notre système écologique a besoin de semences ainsi que de variétés d'animaux adaptées aux conditions locales, sélectionnées et multipliées localement. Nous voulons renforcer l'échange de connaissances entre les paysan(ne)s ainsi que les organisations locales de paysan(ne)s, de maraîchers et d'éleveurs qui sélectionnent les plantes et les animaux dans leurs champs et dans leur exploitations, et renforcer également la recherche participative pour le développement de semences reproductibles et diversifiées ainsi que les systèmes écologiques de production. Ces objectifs doivent devenir une priorité pour le financement de la recherche. Grâce à la somme de nos connaissances et de nos compétences, nous apportons la preuve de notre capacité d'innover en matière d'approvisionnement alimentaire. Nous revendiquons d'être impliqués dans la définition des priorités de la

recherche et des programmes qui se concentreront spécifiquement sur les technologies et les méthodes que nous voulons utiliser au niveau national, européen et international, notamment au sein du Comité pour la sécurité alimentaire de la FAO. Les résultats de ces recherches et les enseignements tirés de notre savoir-faire doivent faire l'objet de communications et être rendus disponibles à toutes les communautés, directement et par le biais de l'enseignement donné dans les écoles et les universités.

Confrontés à la marchandisation de la nature, des aliments et des connaissances par les grandes sociétés, nous cherchons à promouvoir les semences traditionnelles et nous opposons aux brevets sur le vivant, à l'identification génétique de plantes et d'animaux et des autres formes de contrôles établis sur toutes les formes de vie. Nous devons nous battre contre la promotion par l'industrie de semences non-reproductibles vendues sur les marchés, contre leur domination du marché semencier, et empêcher les lois européennes sur les semences de limiter encore nos droits à garder, semer, échanger et vendre nos propres semences. Nous devons nous battre pour la mise en œuvre d'un vrai moratoire sur l'ensemble des OGM, car la coexistence avec les OGM est impossible. Nous devons obtenir que ce moratoire soit progressivement étendu à toutes les autres modifications génétiques non-naturelles de plantes ou d'animaux. Si les gouvernements et l'UE refusent d'interdire les OGM et ne reconnaissent pas les droits inaliénables des paysan(ne)s et des maraîchers, nous devons riposter en organisant des actions directes non-violentes.

Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer les alliances entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest et de créer un front commun unissant les petit(e)s producteur(trice)s alimentaires, les transformateurs artisanaux d'aliments, le monde scientifique, les institutions, les écoles, les mouvements urbains et de précaires ainsi que les consommateur(trice)s afin de créer des réseaux alimentaires locaux interconnectés qui rassemblent les populations rurales et urbaines.

## 2. Changer la manière dont la nourriture est distribuée

*„Nous œuvrons à la décentralisation des circuits alimentaires en soutenant des marchés diversifiés basés sur la solidarité, des prix justes, des circuits courts et des relations intensifiées entre producteur(trice)s et consommateur(trice)s au sein de réseaux alimentaires locaux afin de contrer l'expansion et la puissance des supermarchés. Nous voulons offrir aux personnes les outils de base pour construire leurs propres systèmes de production alimentaire et permettre aux paysannes et paysans de produire et transformer eux-mêmes les aliments pour leurs communautés. Cela nécessite des règles sanitaires favorables, ainsi que des infrastructures alimentaires locales adéquates pour les petit(e)s paysannes et paysans. Nous veillons enfin à vérifier que la nourriture que nous produisons soit accessible à chacun, et notamment à ceux qui ne disposent que de peu ou pas de revenus.“ (Déclaration Nyéléni Europe, août 2011)*

Partout en Europe, la manière dont la société gère la production, la transformation et la distribution alimentaire a été profondément transformée. Différentes structures sociales informelles et formelles, basées sur les initiatives d'associations, d'organisations et de collectifs cherchent à trouver des moyens de réorganiser la chaîne alimentaire telle que nous la connaissons, actuellement dominée exclusivement par quelques grandes entreprises, pour en faire des réseaux alimentaires flexibles basés sur l'interaction humaine.

Au cours des vingt dernières années, les marchés agricoles se sont organisés au sein d'un système mercantile de plus en plus déréglementé, permettant à tous les maillons de la chaîne – depuis la production alimentaire jusqu'à la transformation et la distribution - d'être dominés par quelques grands acteurs qui ont éliminé tous les autres participants du circuit. Aujourd'hui, on constate que seulement 10 distributeurs contrôlent 40 % des ressources alimentaires européennes<sup>2</sup>. Ce processus a abouti à un niveau de contrôle sans précédent sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. En effet, cette chaîne est désormais entre les mains d'un petit nombre de fournisseurs et de distributeurs, de grandes chaînes de supermarché et de grossistes dans la grande distribution, qui sont en mesure de dicter les prix tant auprès des fournisseurs agricoles que sur les étals des supermarchés. Ils y sont parvenus en partie en ayant fait adopter par les autorités des normes et des réglementations sanitaires qui avantagent les grandes industries et défavorisent les petit(e)s producteur(trice)s. Ces réglementations sont pour la plupart le fruit d'un travail de lobbying de l'agrobusiness, empêchant souvent la participation de la société civile dans la définition de ces règles.

---

<sup>2</sup> Boussard Jean-Marc & Trouvé Aurélie (ed.), Proposal for a New European Agriculture and Food Policy that meets the challenges of this Century, 12 juillet 2010, p. 10.

Au sein de ce système, les paysan(ne)s et les producteur(trice)s alimentaires se retrouvent sans alternative, n'ayant pas d'autre choix pour écouler leur production, ce qui les a forcés à accepter des contreparties marginales en échange de leur produit. Le système existant réduit l'apport des paysan(ne)s et des ouvrier(e)s au travail à une simple variable d'ajustement, faisant constamment pression pour réduire encore les coûts et augmenter la production par tous les moyens, ce qui a pour conséquence une course à la concurrence entre les fournisseurs afin d'obtenir une part de marché, mais cette concurrence n'est basée que sur le prix de vente et non pas sur la qualité, tirant ainsi cette dernière vers le bas.

L'augmentation du pouvoir des supermarchés et des distributeurs a provoqué une intégration verticale quasi-totale de la chaîne alimentaire, avec des niveaux sans précédent de domination des grandes entreprises dans presque tous les secteurs, depuis la vente des semences jusqu'aux supermarchés en passant par les grossistes et la distribution. De plus, ce système est organisé pour produire des profits pour l'agriculture industrielle aux dépens de l'environnement et de la santé publique, en cachant les relations humaines qui entourent la production alimentaire derrière la simple fourniture de produits alimentaires anonymes.

Nous avons besoin d'une nouvelle culture alimentaire qui encourage une réflexion critique sur les pratiques de production, le marketing, les conditions de travail, les risques pour la santé et le goût dans la production alimentaire industrielle. Pour construire cette culture, nous allons continuer à aider à éduquer le grand public en fournissant des informations sur le coût du système actuel pour la société, pour l'environnement et pour la santé. Nous défendrons et organiserons davantage de marchés locaux diversifiés, de chaînes d'approvisionnement en circuits courts, et mettrons en place des relations plus intensives entre les producteur(trice)s et les consommateur(trice)s.

Les citoyens d'Europe sont déjà actifs dans ce domaine et mettent en pratique les principes de la Souveraineté alimentaire – la Cooperation of Regional Fresh Food Chains, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, l'agriculture soutenue par la communauté et d'innombrables autres initiatives recréent des réseaux et systèmes alimentaires locaux, ces initiatives ouvrant la voie à un changement radical dans les systèmes de production, distribution et consommation alimentaires en Europe. Il est également important de noter que ces systèmes alimentaires mettront l'accent sur l'intégration sociale, du fait de leur ouverture et de leur accessibilité à des groupes socialement défavorisés.

Mais pour créer de nouveaux systèmes alimentaires, nous devons éduquer les paysan(ne)s et ceux qui achètent leurs produits. Les paysan(ne)s doivent pouvoir se former aux systèmes de distribution alternatifs et à la transformation au niveau de l'exploitation, dispensée par des personnes expérimentées, qui appli-

quent déjà ce type de pratiques. De plus, en mettant en place ces opportunités de formation, nous pourrions créer une solidarité entre les paysan(ne)s, afin de leur permettre de résister à la domination des marchés par les grandes entreprises et l'intégration verticale. Ensuite, nous devrions aussi éduquer le grand public quant à l'importance des systèmes alimentaires locaux. Nous accomplirons cette transformation de la culture non seulement par le biais de campagnes de sensibilisation, mais aussi en nous concentrant particulièrement sur l'enseignement des systèmes alimentaires à l'école, dès le plus jeune âge.

Pour réussir à effectuer ces changements, nous avons besoin de politiques qui soutiennent des marchés locaux alternatifs. Ainsi, une démarche intégrale pour parvenir à la Souveraineté alimentaire contribue à créer un débat démocratique ouvert sur les décisions à prendre concernant les circuits et la production alimentaire. Pour participer à ce débat, nous avons besoin d'un espace de travail permanent sur la question des marchés alimentaires alternatifs, dans lequel nous serons en mesure de partager nos expériences, recueillies partout en Europe, et de développer des stratégies alimentaires locales concrètes. Mais si l'importance des stratégies locales est un élément fondamental, nous élaborerons également, de manière participative, une proposition complète sur les normes sanitaires pour les petits producteur(trice)s et les acteurs dans les zones rurales en vue de la création d'un „Codex Alimentarius Campesinos“ grâce à des recherches participatives. De telles politiques peuvent compléter les stratégies que les gouvernements mettent déjà en place pour combattre la dégradation de l'environnement et le changement climatique. Nous défendrons également de nouvelles réglementations du marché en matière d'hygiène, de fiscalité et d'accès aux marchés pour les petit(e)s producteur(trice)s et les divers acteurs du système alimentaire dans les zones rurales. Nous pensons que les politiques publiques qui soutiennent la Souveraineté alimentaire au niveau local, national et européen devraient promouvoir ces marchés alternatifs et offrir un système de garantie participative (SGP). Nous continuerons de former des alliances avec divers acteurs du système alimentaire pour parvenir à ces changements.

### 3. Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales dans les systèmes alimentaires et agricoles

*„Nous luttons contre l'exploitation et la dégradation des conditions sociales et de travail et pour les droits de toutes les femmes et hommes qui produisent de la nourriture, ainsi que des travailleur(se)s saisonnier(e)s et migrant(e)s, sans compter les travailleur(se)s des secteurs de la transformation et de la distribution. Nous travaillons à des politiques publiques qui respectent les droits sociaux, fixent des exigences élevées et conditionnent les financements publics à leur mise en œuvre. La société doit accorder plus de valeur au rôle des producteur(trice)s alimentaires et des travailleur(se)s du secteur alimentaire. Pour nous, cela inclut des salaires décentes. Nous envisageons de construire des alliances solides entre toutes les personnes qui travaillent au sein du système alimentaire.“*  
(Déclaration Nyéléni Europe, août 2011)

L'intensification et l'industrialisation de l'agriculture dans le système alimentaire mondial a un coût social énorme et un impact dramatique sur le système alimentaire et les conditions de travail dans l'agriculture. Le but ultime de „l'alimentation pas chère“ et de la production ne recherchant que le profit a pour conséquence directe l'exploitation des travailleur(se)s, surtout celle des travailleur(se)s migrant(e)s, et la destruction des paysan(ne)s et autres producteur(trice)s alimentaires. Cette pression constante pour faire baisser les prix a eu pour conséquence des travailleur(se)s sous-payé(e)s et une détérioration des revenus des producteur(trice)s. De plus, des réglementations faibles et insuffisantes en matière de travail aggravent encore l'exploitation des travailleur(se)s et la flexibilisation des conditions de travail, avec pour conséquence une détérioration dramatique des conditions de vie et de travail des paysan(ne)s, des ouvrier(e)s agricoles et des ouvrier(e)s du secteur agro-alimentaire tout en contribuant à la production d'une alimentation de mauvaise qualité, mauvaise pour la santé et à caractère industriel.

Les travailleur(se)s migrant(e)s ont été les premiers touchés par ce système. Beaucoup de travailleur(se)s migrant(e)s, employé(e)s dans l'industrie agroalimentaire en Europe sont des paysans/paysannes qui ont perdu leurs moyens de subsistance du fait des politiques européennes et du système alimentaire et commercial mondial, ces politiques ayant affecté l'économie de leurs pays. Ils recherchent des moyens de subsistance pour eux et leur famille, et sont souvent utilisés en tant que main d'œuvre intérimaire par de grandes entreprises. Ils n'ont que très peu de droits, et ne sont pas informés des rares droits qu'ils possèdent. L'exode rural provoqué par ces politiques mondiales et le renforcement conséquent de l'immigration vers les pays riches, malgré les mauvaises conditions de travail auxquelles sont confrontés les migrant(e)s en Europe, a contribué à et renforcé les discriminations

sociales, le racisme et la xénophobie. Néanmoins, les politiques migratoires européennes sont devenues de plus en plus restrictives et utilitaristes.

La crise économique et celle des prix des aliments, provoqués par la dérégulation et les spéculateurs, les augmentations du prix du pétrole et la production croissante d'agrocarburants pour l'énergie plutôt que pour l'alimentation n'a pas seulement touché les populations du Sud: les travailleur(se)s des pays européens sont également concernés. Les coupes claires dans les programmes sociaux affectent de plus en plus de gens. De plus, la vulnérabilité des paysan(ne)s augmente en raison de conditions de travail de plus en plus difficiles, de revenus faibles et de filets de sécurité sociale de moins en moins disponibles pour les petits paysan(ne)s. Leur marginalisation croissante dans la chaîne de production alimentaire provoque une insécurité et des fluctuations dans les revenus des exploitations. Beaucoup sont endettés et se battent constamment pour des conditions de vie décentes. Ainsi, les enfants de bon nombre de ces paysan(ne)s refusent de reprendre les exploitations de leurs parents, et choisissent un modèle de vie avec plus de sécurité financière, avec un statut social plus élevé et qui nécessite moins de travail manuel. Le manque de personnes prêtes à reprendre les exploitations, venant de familles paysannes ou non est devenu non seulement un sérieux problème pour les paysans/paysannes concerné(e)s (étant donné que souvent, l'héritage et le travail de générations entières sont perdus), mais également pour la société dans son ensemble. La moyenne d'âge des paysans/paysannes européen(ne)s augmente de manière alarmante. Cela prouve que l'agriculture, dans les conditions actuelles, n'est pas une activité économiquement intéressante pour la génération à venir. À terme, ces impacts sont souvent ressentis plus encore par les femmes, en raison des inégalités entre les sexes et d'un manque de respect pour les droits des femmes. Mais tandis que nous cherchons une solution à apporter à ce problème, nous devons également prendre en compte les liens entre la crise sociale et la crise écologique. „Résoudre“ une crise aux dépens de l'autre ne serait pas acceptable.

Nous exigeons la libre circulation des personnes, une régularisation de tous les travailleur(se)s sans-papiers, de meilleures conditions de travail et une sécurité sociale pour tous, ainsi qu'un accès à une alimentation saine, suffisante et culturellement acceptable. Cela nécessite des politiques de travail et d'immigration en accord avec la Souveraineté alimentaire, capables de fournir une sécurité sociale et des revenus décents aux paysan(ne)s pour renforcer l'agriculture paysanne. Une attention particulière doit être apportée aux droits de la femme, des jeunes et des ouvrier(e)s. Cela peut être obtenu par le biais de la mise en œuvre d'un salaire minimum européen ainsi que par la mise en place de protections et de réglementations favorisant des formes alternatives d'agriculture (non-traditionnelles, collectives). Il est également possible d'y parvenir grâce aux alliances et aux relations de solidarité qui se construisent actuellement entre les paysan(ne)s, les ouvrier(e)s, les immigré(e)s et les consommateur(trice)s.

Pour améliorer les conditions des travailleur(se)s nous devons également venir à bout du déficit démocratique dont sont victimes les paysan(ne)s mais aussi les autres petit(e)s producteur(trice)s alimentaires, les ouvrier(e)s et les consommateur(trice)s précaires. L'une des solutions fondamentales serait de modifier les politiques actuelles, comme par exemple la Politique Agricole Commune, en prenant en considération l'impact desdites politiques en Europe et dans d'autres régions. Il existe par exemple une connexion étroite entre le fait que des populations décident d'émigrer vers un pays plus riche et leurs conditions de vie à domicile... Mais il existe aussi des inégalités et une pauvreté croissantes qui doivent être résolues en Europe. Les politiques doivent faire face aux effets disproportionnés de ces conditions de travail sur les femmes ; les agricultrices sont extrêmement vulnérables et dépendantes à cause de l'absence de droits sociaux et le fait qu'il n'existe pas de véritables systèmes de protection incluant un partage des revenus, une retraite, des congés maternité, leur prise en compte dans les processus consultatifs et un accès aux subventions. Nous devons donc lutter contre le poids et l'influence excessive des grandes installations agro-industrielles et des multinationales sur le système de production alimentaire et sur l'agriculture en général. Si nous voulons aboutir à une PAC socialement équitable, les conditions sociales doivent être prises en compte avant l'accord de subventions.

À mesure que nous poursuivons nos efforts pour parvenir à la Souveraineté alimentaire, nous travaillerons à éduquer le grand public, en nous concentrant particulièrement sur les consommateur(trice)s et les enfants, afin de leur faire prendre conscience des conditions de travail et de la dimension sociale de la production alimentaire. L'éducation – par exemple au travers des programmes de formation agricole ou des cursus universitaires - doit inclure des mesures spécifiques pour fournir un accès égal aux connaissances et aux capacités, surtout pour les femmes, et inclure des formations pour tous sur l'égalité sociale et la parité. Nous encouragerons également les populations à vivre et travailler dans les zones rurales et leur offrirons un soutien dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Nous travaillerons à la mise en place des politiques visant à l'amélioration des conditions de travail pour tous, y compris les migrant(e)s et les petit(e)s paysan(ne)s mais aussi à des mesures pour mettre fin à l'exode rural, qui va en augmentant.

## 4. Revendiquer le droit aux biens communs

*«Nous combattons la marchandisation des biens communs, leur financiarisation et leur brevetage; et ce, s'agissant de la terre, des semences paysannes, traditionnelles et reproductibles, des races animales et des ressources aléutiques, des arbres et des forêts, de l'eau, de l'atmosphère, et des connaissances. L'accès à ces biens communs ne devrait pas être déterminé par les marchés et l'argent. Dans l'usage de ces ressources communes, nous devons veiller au respect des droits humains, à l'égalité des genres, et à ce que la société dans son ensemble en bénéficie. Nous reconnaissons également notre responsabilité dans l'usage de ces biens communs de manière durable, tout en respectant les droits de la terre mère. Nos biens communs devraient être gérés grâce à un contrôle collectif et démocratique des communautés.» (Déclaration Nyéléni Europe, août 2011)*

En Europe, la Souveraineté alimentaire est directement liée à la capacité de sa population à décider comment et qui doit prendre en charge les ressources agricoles, à savoir les terres, l'eau, les semences et le bétail. La marchandisation et la privatisation des ressources naturelles aussi bien que la spéculation financière croissante auxquelles on assiste en Europe sont un frein à la redistribution des biens communs par des processus démocratiques. Du fait de la non régulation de ces marchés, le nombre d'acteurs du circuit alimentaire s'est réduit comme peau de chagrin et continue à se réduire, à mesure que les sociétés transnationales se renforcent. En outre, les bas salaires pratiqués dans les métiers de l'agriculture ne permettent pas, dans la plupart des cas, aux acteurs ruraux d'acquérir des terres. La disparition, chaque semaine, de milliers d'exploitations agricoles en Europe, la concentration des ressources dans des grandes exploitations et l'exode rural sont la preuve qu'un changement doit rapidement intervenir.

L'accession aux terres est l'obstacle premier à la Souveraineté alimentaire, qui requiert un fort accroissement du nombre de cultivateurs et d'éleveurs. Pour autant, pour ceux qui ne sont pas issus du monde agricole, trouver des terres à cultiver peut se révéler particulièrement ardu. L'industrialisation accrue du métier de paysan en Europe a rendu de nombreuses exploitations inaccessibles aux générations futures, du fait de leur superficie, du prix des terres et des dettes considérables à contracter pour pouvoir les mettre en culture.

À l'échelle internationale, l'accapement des terres constitue également un problème non négligeable. L'accapement des terres représente une nouvelle stratégie pour engranger des profits, promue, entre autres, par les politiques commerciale, énergétique et climatique de l'UE ; en Europe centrale et de l'Est où le foncier est moins cher et le marché de la vente de terrains a été ouvert, le secteur agro-industriel d'Europe de l'Ouest achète de plus en plus de terres, sur des su-

perfcies toujours plus vastes et destinées à des projets agro-industriels.

Dans la lutte pour parvenir à la Souveraineté alimentaire, il nous faut reconquérir nos biens communs –terres, semences, bétail, eau, savoirs-faire, air et alimentation– qui constituent les éléments constitutifs de nos modèles de production et de consommation. Il nous faut reprendre le contrôle et assurer l'accès non discriminatoire à la maîtrise et à la préservation des biens communs. En dernier ressort, nous estimons qu'il convient que les biens communs soient appréciés au regard de leur valorisation des droits humains, de la parité et d'une agriculture durable de petit(e)s paysan(ne)s. Il convient donc que les biens communs soient gérés moyennant un contrôle collectif et démocratique et formulés dans le cadre de politiques publiques.

Bien que les menaces pesant sur le circuit alimentaire soient mondiales, l'intérêt bien compris des sociétés et des acteurs de la finance en Europe joue un rôle crucial pour ce circuit qui affronte toujours plus de crises. Ces crises –comme celles qui frappent actuellement les stocks et les prix des denrées alimentaires, les systèmes financiers et le climat – conduisent à restreindre encore plus l'accès aux biens communs. C'est pourquoi nous affirmons notre opposition et dénonçons le présent système de marchandisation des biens communs dont l'accès est aujourd'hui conditionné par les marchés et la spéculation pour le seul profit financier. Au lieu de cela, il convient que les terres, l'eau et la biodiversité agricole regagnent de l'importance en tant que biens publics et relevant des droits humains.

Nous dénonçons les pratiques actuelles, qui sont responsables de la poursuite des privatisations, de la spéculation et de l'expropriation des terres et des ressources, notamment l'accaparement des terres. Ces pratiques reçoivent l'aval d'organisations et d'institutions internationales telles que le G8, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI. Nous redisons notre opposition face à ces institutions ainsi qu'aux politiques et pratiques de l'UE contribuant à la marchandisation des biens communs et nous nous efforcerons d'y résister en révélant au grand jour les tractations autour de l'accaparement des terres, à travers des travaux de recherches détaillés qui permettront de faire la lumière sur des négociations souvent menées derrière des portes closes, loin du regard du public. À l'inverse, nous sommes en faveur d'institutions politiques publiques inclusives comme le Conseil des droits humains de l'ONU, le Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ou encore les gouvernements locaux. Nous affirmons l'importance du paradigme des droits humains dans l'accès aux ressources et aux denrées alimentaires.

C'est collectivement que nous nous réapproprions l'espace politique pour la reconnaissance et la défense des biens communs tels que les terres, les semences et l'eau. A la base même de ce processus, il y a un nouveau débat sur la mise en place d'une réforme agraire en Europe et le renforcement des mécanismes in-

stitutionnels de gestion des terres publiques afin d'assurer l'accès au foncier pour ceux qui n'en bénéficient pas. De façon globale, la priorité doit être donnée à un usage des terres pour l'agriculture et la préservation de la biodiversité contre celui de la simple propriété. Plus particulièrement, des initiatives doivent être prises pour favoriser l'accès des femmes à ces ressources.

Au fur et à mesure que ce mouvement se tisse, nous continuerons à travailler ensemble pour conscientiser le public, pour résister aux politiques néfastes et faire pression pour la mise en œuvre de nouvelles politiques. À mesure que nous cherchons à modifier l'essence de ces politiques, nous pourrions approfondir nos connaissances sur les procédés d'expropriation, par le biais d'études sur les pratiques actuelles autant que par la mise en place de nouveaux modèles de propriété foncière. Nous continuerons à nouer des alliances entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest et nous travaillerons avec les communautés décroissantes (transition towns) et les initiatives autour de terres déjà en usage collectif afin d'offrir des alternatives et d'élaborer de meilleures pratiques pour l'avenir.

## 5. Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles

*«Nous luttons pour changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires, du niveau local au niveau national, européen et mondial et pour rendre illégitime le pouvoir des grandes entreprises. Les politiques publiques doivent être cohérentes, complémentaires, promouvoir et protéger les systèmes et les cultures alimentaires. Pour cela, elles doivent être basées sur le droit à l'alimentation, éradiquer la faim et la pauvreté, assurer la satisfaction des besoins humains élémentaires et contribuer à la justice climatique en Europe et dans le monde. Nous avons besoin de cadres légaux qui garantissent des prix stables et équitables pour les producteur(trice)s, qui favorisent une agriculture qui ne nuit pas à l'environnement, qui internalisent les coûts externalisés dans le prix de la nourriture et qui réalisent une réforme agraire. Ces politiques permettraient l'existence d'un plus grand nombre de paysannes et de paysans en Europe. Les politiques publiques doivent être élaborées grâce aux apports d'une recherche publiquement responsable afin d'atteindre les objectifs décrits plus haut. Elles doivent empêcher la spéculation alimentaire et éviter de nuire aux systèmes alimentaires locaux et régionaux ou aux cultures alimentaires, que ce soit par le dumping ou par l'accaparement de terres en Europe – et particulièrement en Europe de l'Est – ou dans les Pays du Sud. Nous travaillons pour de nouvelles politiques agricoles, alimentaires, semencières, énergétiques et commerciales pour la Souveraineté Alimentaire européenne qui soient cohérentes au niveau international. Ces politiques doivent en particulier concerner une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune, la suppression de la directive européenne sur les agrocarburants, et la gestion du commerce agricole mondial par la FAO et non par l'OMC.»*  
(Déclaration Nyéléni Europe, août 2011)

Les politiques publiques actuelles en Europe et sur la planète ont un profond impact sur les circuits alimentaires, en réduisant le contrôle local et national de ces circuits. En Europe, les denrées alimentaires et l'agriculture sont affectées par un lacs complexe de politiques publiques à l'échelle du monde, des régions du continent, des pays et au niveau local. Réorienter les politiques publiques de l'Europe et de la planète vers les principes de la Souveraineté alimentaire nécessite de réformer à la fois les organes mandatés pour élaborer les politiques publiques et le contenu de ces politiques, qui favorisent pour l'instant les intérêts des grandes entreprises contre ceux des communautés et des petit(e)s producteur(trice)s. Ces politiques, directement formatées pour répondre aux exigences des sociétés transnationales, ont provoqué d'importants dégâts dans les circuits alimentaires et agricoles résilients, pourtant mieux équipés pour faire face aux difficultés posées par les crises systémiques inhérentes à la mondialisation néolibérale.

Dans notre combat pour élaborer des politiques qui redonnent une dignité à tous ceux qui participent de la consommation et de la production des aliments, démocratiser les structures de la politique publique s'avère primordial. Nous cherchons à déjouer l'influence des grandes entreprises à tous les niveaux –du local au national, à l'Europe et à la planète– et appelons les paysan(ne)s et personnes concernées à prendre part plus activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques. Redéfinir la façon dont les politiques publiques sont formulées, dans la mesure où le premier objectif est de faire participer le plus grand nombre possible de citoyens, devrait constituer le premier jalon de l'instauration d'un débat sur la formulation des politiques.

Outre le fait de réformer les processus et les structures employés pour élaborer ces politiques, les principes et les valeurs doivent changer pour donner la priorité à l'approvisionnement en alimentation et aux stocks d'aliments à l'échelle locale, des pays et des régions du continent. À l'heure actuelle, les politiques commerciales internationales, la PAC (Politique Agricole Commune) européenne et les cadres de réglementation financière représentent la plus grave menace pesant sur les paysan(ne)s et sur nos circuits alimentaires.

Nous voulons changer la PAC pour en faire une politique qui promeuve des aliments sains et sûrs, par le biais de la production, de la transformation et de la distribution agroécologiques des aliments. Au cœur de ces politiques, se trouve la garantie de prix stables et justes pour le producteur/la productrice comme pour le consommateur/la consommatrice et la promotion des circuits courts de la chaîne d'approvisionnement. Nous exigeons que des fonds publics servent les biens publics –pour soutenir une agriculture à petite échelle et durable– dans le cadre de politiques qui soient cohérentes, transparentes et compréhensibles du grand public. En outre, il convient que ces politiques ne fassent pas de discrimination entre Europe de l'Ouest et de l'Est et entre le Nord et le Sud et qu'elles soient évaluées au regard de leurs impacts sociaux.

Les politiques commerciales, à l'instar de celles de l'Organisation Mondiale du Commerce ou des accords de libre échange bilatéraux, proposent un modèle économique qui privilégie les grandes exploitations agro-industrielles aux dépens des petits propriétaires en Europe, offrant un soutien implicite aux sociétés transnationales (STN), qui ne profite ni aux paysan(ne)s ni aux communautés. Ces accords ont aussi un effet désastreux sur le Sud qui subit un dumping du Nord à cause des denrées subventionnées que celui ci exporte dans ces pays, ruinant les économies locales.

Nous reconnaissons le rôle clé que joue la spéculation dans la déstabilisation des prix des denrées alimentaires et la création des conditions de la faim dans le monde. Nous sommes préoccupés par les formes chaque fois renouvelées que

prend la spéculation, non seulement sur les produits agricoles, mais également sur les terres. La vision économique alternative qui est la nôtre est centrée sur les populations et soutient les économies locales. À ce titre, nous affirmons la nécessité pour l'État de réguler les marchés financiers afin à la fois de mettre fin à la spéculation sur les denrées alimentaires et de dénoncer et porter un coup d'arrêt à l'auto régulation de l'industrie.

À mesure que nous poursuivons le travail de décision politique à tous les niveaux, nous réaffirmons la nécessité de tisser des liens entre le mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe et la sous région Europe du Mécanisme autonome de la Société Civile du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) de la FAO, qui fournit un exemple positif de la façon dont les mouvements sociaux et la société civile peuvent jouer un rôle influent dans le processus décisionnel, et plus particulièrement au niveau international.

En travaillant à faire évoluer les politiques publiques, nous continuerons également à utiliser des outils de communication innovants pour conscientiser le public et le sensibiliser à la faillite des politiques actuelles, par le biais de campagnes de communication, d'actions directes et d'études qui permettront de faire connaître des alternatives politiques au régime actuel du système alimentaire. De plus, nous continuerons à faire pression sur les décideurs pour les persuader d'inclure la Souveraineté alimentaire dans le Cadre stratégique mondial en cours d'élaboration au sein du CSA de la FAO.



# COMPTE-RENDUS

## Compte-rendu des réunions par régions

Les réunions par région jouent un rôle important au sein du forum avec pour but d'encourager la collaboration entre les participant(e)s à l'échelle des différentes régions du continent.

Les réunions par région se sont tenues lors de la 5ème journée du forum en vue de renforcer le travail commun et les actions conjointes et d'identifier les principaux défis auxquels sont confrontés les paysan(ne)s dans les différentes régions du continent européen. Les plus de 400 délégués se sont séparés en cinq sous groupes régionaux, (1) Europe méditerranéenne/Europe du Sud, (2) Europe de l'Ouest, (3) Scandinavie/Europe du Nord, (4) Europe de l'Est/Europe du Sud est/Caucase et (5) Europe centrale, pour discuter de l'évaluation et de leurs contributions au Plan d'action dressé précédemment. Outre ce travail d'évaluation, il a été demandé aux sous groupes régionaux de définir des actions concrètes et de planifier les étapes nécessaires à la réalisation de ces objectifs à la suite de ce forum.

Les délégations nationales pouvaient envoyer des délégués dans plusieurs sous groupes régionaux, tandis que les participant(e)s pouvaient décider librement de quelle région du continent ils relevaient.

La méthodologie était plus ou moins la même dans chaque sous groupe régional: après un tour de table pour répertorier les problèmes les plus marquants dans chaque pays, une liste a été dressée des tâches les plus importantes et les plus urgentes. Quand il n'y avait pas de traduction disponible, les groupes étaient répartis par langue. Le compte-rendu des discussions dans chacune des réunions par région a été présenté lors de la dernière séance plénière du forum Nyéléni, permettant à chaque délégué de reconnaître les principaux problèmes de la région et les futurs objectifs à réaliser.

# Compte-rendu des débats au sein des groupes régionaux

## 1. Europe méditerranéenne/Europe du Sud

A la fin de la réunion de la région Europe méditerranéenne/Europe du Sud, la tâche la plus urgente qui a été identifiée est celle de la constitution d'un front commun pour s'attaquer à la crise financière et aux coupes dans les budgets sociaux des pays les plus touchés dans la zone (à savoir la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal). Une discussion sur la structure agricole et le modèle de production alimentaire dans ces pays est nécessaire. Il convient de publier un document de réflexion qui s'appuie sur la Déclaration de Nyéléni. Pour ce qui est des actions concrètes, nous préconisons l'organisation d'un Forum international sur l'eau en tant que ressource commune, à Marseille en 2012. Le forum de l'eau pourra servir de point de convergence aux mouvements sociaux afin d'élever les consciences et de revendiquer un accès à l'eau et aux autres ressources dans les pays du pourtour méditerranéen.

## 2. Europe de l'Ouest

La tâche majeure en Europe de l'Ouest, région du continent où la question de la Souveraineté alimentaire est plus largement connue, consiste à partager les connaissances et les expériences, par exemple au travers des documentaires et des outils éducatifs sur la Souveraineté alimentaire. Le mouvement FoodSovCap doit continuer à travailler sur les futurs amendements à la Politique Agricole Commune.

## 3. Scandinavie/Europe du Nord

Lors de la réunion régionale des délégués de Scandinavie/Europe du Nord, l'attention a été focalisée sur l'opportunité d'encourager les acteurs locaux, les pêcheurs et autres producteurs/productrices d'aliments qui œuvrent pour la Souveraineté alimentaire.

## 4. Europe de l'Est/Europe du Sud est/Caucase

Pour plusieurs participant(e)s de cette région de l'Europe, la Souveraineté alimentaire est un concept nouveau. Pour diffuser l'enjeu de la Souveraineté alimentaire dans ces pays, il convient de consacrer davantage d'efforts à l'information et la sensibilisation des gens ainsi que mettre au point des programmes éducatifs sur la consommation responsable. Pour pouvoir affronter les problèmes les plus graves (mainmise des multinationales sur le secteur de la transformation des aliments, privatisation des terres, accaparement des terres, absence de protection des productions nationales, petites exploitations n'ayant pas accès aux subsides

de la PAC, etc.), il faut impliquer de nouveaux membres dans le mouvement. Il convient de tisser des liens forts entre les organisations qui travaillent déjà sans le savoir sur les questions de la Souveraineté alimentaire. Pour constituer et renforcer le mouvement en Europe de l'Est et en Europe du Sud est, il convient de créer davantage d'organisations paysannes, et de mobiliser les gens se pour qu'ils travaillent ensemble.

## **5. Europe centrale**

Les délégations d'Europe centrale se sont concentrées sur la coopération interne ainsi qu'entre les différents pays en mettant à profit les réseaux qui existent déjà. Il est important de prêter davantage attention au lobbying pratiqué au niveau de la région, du continent ou au niveau local et de diffuser la notion de Souveraineté alimentaire auprès des médias. Outre l'enjeu de la Souveraineté alimentaire, les thèmes de la Sécurité des aliments, de l'Autonomie alimentaire, de l'Indépendance de la production, de la Consommation responsable et de la Responsabilité du producteur/la productrice ont également été abordés.

### **Actions concrètes citées par chacune des régions du continent:**

21-30 septembre 2011 – Campement Reclaim the Fields en Roumanie

Octobre 2011 – Semaine d'action autour de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre)

Novembre 2011 – Réunion et formation politique du groupe des jeunes de la Via Campesina

Mars 2012 – Forum européen de l'eau

Mars 2012 – Semaine d'action européenne sur la PAC

Actions contre les OGM

# Rapport de la réunion des femmes

Nyéleni, 16 août 2011 à Krems



L'ambiance parmi les femmes présentes lors du Forum Nyéleni 2011 était multiforme: curieuse, dans l'expectative, ouverte. Deux séances de présentation dans la salle ont permis aux femmes de faire connaissance: d'où viens tu ? Comment produis-tu ton alimentation - de ta propre terre/jardin, tu l'achètes au marché, au supermarché ? Ensuite il y a eu une brève introduction de quelques-unes des organisations qui étaient présentes et qui travaillent sur la thématique "Violences faites aux femmes". Les organisations suivantes ont présenté leurs méthodes de travail et leurs activités: Via Campesina Europe, WIDE et la Marche mondiale des femmes.

Dans les sous-groupes répartis par langues, les femmes ont débattu autour de deux questions: à quoi pourrait ressembler un monde dans lequel il n'y aurait pas de discrimination des femmes et sans violences faites aux femmes ? Quelles sont les initiatives que nous voulons entreprendre, en tant que femmes, dans nos organisations afin de parvenir à construire ce monde? Nous avons parlé des prochaines étapes, des campagnes futures, des alliances à nouer, des stratégies.

Les visions des femmes sont basées sur une structuration horizontale de la société dans laquelle la biodiversité du genre se détache des contraintes anciennes, des rôles imposés par les stéréotypes et des modèles acquis de comportements. Le fait d'avoir à moins lutter pour l'égalité des droits et un statut égal contribue à créer une ambiance plus détendue, libère notre temps pour des loisirs et nous donne plus d'opportunités pour nous engager.

Un travail partagé équitablement entre les genres permet d'ouvrir une variété d'idées, de réflexions et de solidarités entre femmes. L'absence des nombreuses formes de violence exercées contre les femmes et une vie sexuelle épanouie pour les femmes ouvre de nouvelles perspectives tant pour les femmes que pour les hommes.

Le fait de découvrir des caractéristiques "males et femelles" et de les intégrer pour soi-même, en tant qu'être humain, le fait de reconnaître ces caractéristiques et de

se libérer des ajustements qu'elles conditionnement permet de se libérer pour entreprendre de nouvelles tâches et assumer de nouvelles responsabilités dans la société.

Mettre davantage l'accent sur la production de denrées alimentaires et de produits quotidiens, une approche plus «maternelle» dans notre relation avec la terre et les membres de nos communautés - prendre nos distances avec le paradigme qui veut qu'il faut "toujours plus grand, toujours plus rapide, toujours plus".

De nombreuses idées ont été formulées pour le changement et les prochaines étapes possibles:

- **Identifier** les cas de discrimination et de violence contre les femmes, les migrants, les groupes ethniques, les régions
- **Sensibiliser** sur la discrimination et la violence contre les producteurs, les consommateurs, y compris la discrimination et la violence de genre au sein de nos propres organisations
- **Rendre visible** la contribution apportée par le travail non payé qui est réalisé quotidiennement, essentiellement par les femmes.
- **Agir dans le domaine de l'éducation** en vue de surmonter les clichés et les stéréotypes de genre. Intégrer les enfants, les adolescents, les femmes et les hommes dans les processus éducatifs et dans les processus de changement. Échange entre les générations et les régions, entre le Nord et le Sud.
- **Renforcer la confiance en soi des femmes** - les femmes sont des acteurs de la société et du changement, et non pas de simples victimes. Afficher notre solidarité avec les femmes et les soutenir par des commentaires positifs ainsi que des signes de notre appréciation.
- **Analyser et remettre en question** les politiques existantes afin de changer les relations de pouvoir et de créer de nouvelles opportunités: permettre une véritable participation (pas simplement des femmes "alibi" ou quelques exceptions pour confirmer la règle), développer une agriculture alternative, des systèmes financiers alternatifs ou des modèles de transport adaptés. Féminisation de l'économie.
- **Mobiliser** l'opinion publique par des publications sur la violence et la discrimination
- **Créer des groupes de femmes** au sein de nos organisation et réseaux, fournir une base pour des actions communes (Internet), au niveau régional et international
- **Changer** nos propres comportements et façons d'être afin de tendre vers la souveraineté - dans notre manière de nous nourrir, de gérer notre temps, ...

Les revendications historiques du mouvement des femmes pour l'égalité des droits et la possibilité de vivre nos vies de manière auto-déterminée demeurent d'actualité pour les femmes d'aujourd'hui. Et le travail sur nos droits commence ici et maintenant - dans ce forum!

# Compte-rendu du groupe des jeunes

## I. Les réunions des jeunes ainsi que les buts et objectifs du forum

Le forum des jeunes a été organisé afin de garantir la pleine participation des jeunes à ce forum. En outre, le forum des jeunes avait les objectifs suivants:

- Apprendre à se connaître les uns les autres,
- Echange d'expériences et création de synergies entre les jeunes
- Donner les moyens aux jeunes participant(e)s au forum de prendre pleinement part aux débats et prises de décision lors de ce forum
- Faire en sorte que le point de vue des jeunes puisse s'exprimer lors du forum et parler des problèmes des jeunes
- Réfléchir à des actions et des stratégies communes

Après avoir fait connaissance, les participant(e)s se sont répartis en équipes pour mieux se connaître les uns les autres, débattre et analyser les 5 axes thématiques du forum et déterminer les besoins des jeunes. Tout au long du forum, les jeunes se sont régulièrement réunis pour débattre des questions clés relatives à chaque axe et souligner les aspects manquants ou encore relever les aspects qui pouvaient particulièrement être développés par le mouvement des jeunes. L'objectif du forum des jeunes était de créer un espace encourageant les jeunes participant(e)s à agir, sachant que leur travail serait une source d'inspiration pour d'autres personnes. Par ailleurs, nous étions d'avis qu'il était important d'apporter un souffle d'énergie et d'enthousiasme à l'ensemble du forum, à travers des slogans et des jeux.

### **Réunions quotidiennes des jeunes et méthodologie**

Le groupe des jeunes a mis en place une coordination pendant le forum afin de participer activement au forum „général“ et de former une délégation représentative. Le planning du forum était chargé, mais chaque jour, pendant une heure environ, un espace de rencontre était organisé pour les jeunes; selon les jours, entre 20 et 100 personnes y participaient. La méthodologie était similaire à celle utilisée dans le forum général: les jeunes se sont répartis en sous-groupes de discussion consacrés aux axes thématique et rendaient ensuite compte des résultats de leurs discussions lors de la plénière du groupe, à la fin de la réunion. Les groupes ont également été répartis par langues, quand il n'était pas possible de traduire.

## II. Résultats

### **Objectif 1: Dynamiser le forum**

En tant que mouvement de jeunes, nous avons établi qu'une contribution importante que nous pouvions apporter au forum était de communiquer notre énergie, nos sourires et notre impact visuel, au-delà de notre simple contribution aux débats. La raison de cela est que les thèmes que nous avons discuté n'étaient pas en soi différents de ceux discutés au forum général. La principale différence que nous avons constatée, par rapport au reste du forum n'était pas en termes de contenu, étant donné que le forum abordait déjà dans ses thématiques les principaux problèmes des jeunes, mais plutôt en termes de vision, de motivations et de méthodes. Nous avons profité des espaces disponibles dans les assemblées plénières, surprenant les participant(e)s, pour exposer ces idées. Nous avons présenté des grandes affiches avec des mots clés qui décrivent à notre avis la manière de parvenir à la Souveraineté alimentaire: de manière non violente ? avec tendresse ? par l'action directe ? par du lobbying ? etc. Ce moyen de communication a vraiment été efficace car tout au long du forum, nous avons pu constater que les orateurs sur la tribune se référaient à nos actions et mots clés. Nous avons également eu l'occasion, le dernier jour, de présenter un „message de la jeunesse“ qui dit que, désormais, afin de concrétiser la Souveraineté alimentaire et d'en faire une réalité, c'est l'énergie et l'impact de la jeunesse qui va permettre de convaincre l'opinion publique.

### **Objectif 2: Mettre l'accent sur les questions spécifiques aux jeunes**

Après les séances du forum général, et avant la lecture de la déclaration, nous nous sommes réunis pour faire une évaluation selon le point de vue de la jeunesse. Afin de parvenir à dégager la vision des jeunes, nous avons divisé le groupe à nouveau en sous groupes thématiques, demandant à chaque sous-groupe de répondre à deux questions principales:

- Qu'est ce qui vous a impressionné / choqué pendant le forum?
- A votre avis, qu'est ce qui manquait lors de ce forum?

Ensuite, nous nous sommes retrouvés pour discuter de la déclaration et vérifier que les thématiques importantes pour les jeunes avaient bien été incluses dans le texte de la déclaration. Nous avons constaté que, dans la première ébauche du texte, il n'était pas fait explicitement référence au concept « d'éducation » comme étant une clé pour parvenir à la transformation. Lors de la discussion finale, nous avons donc demandé qu'il soit ajouté au texte.

### **Objectif 3: Agir concrètement**

Nous avons organisé deux séances de brainstorming afin de rassembler des idées d'actions à mettre en œuvre après le Forum. Lors de la première séance de brainstorming, nous avons pu bénéficier de l'assistance d'interprètes et cela nous a permis d'établir trois thématiques principales comme étant à la base de notre

action. La deuxième séance de brainstorming avait pour but de proposer une série d'actions concrètes à entreprendre.

Les principaux domaines d'actions identifiés sont:

- Communication et réseautage
- Les actions directes
- Le lobbying politique

Pour chaque domaine nous avons réfléchi à des moyens concrets et mis en place un système d'évaluation des différents commentaires afin de déterminer les actions les plus intéressantes.

La troisième phase du plan d'action a consisté à identifier les personnes qui sont prêtes à s'engager pour lancer les actions et se répartir les tâches.

### III. Plan d'action

- Communication et réseautage
  - Créer une page sur Facebook
  - Créer une liste de diffusion / groupe crabgrass
  - Demander au webmaster Nyéléni de créer une page spécifiquement pour la jeunesse au sein du forum
- Actions directes
  - Il est prévu un certain nombre d'actions communes pour la journée de mobilisation du 16 octobre
  - Actions au sein du réseau Reclaim the Fields
- Lobbying politique
  - La Politique Agricole Commune
  - Le processus dédié aux jeunes au sein du mécanisme de participation de la société civile du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies (MSC)



# RENCONTRES & DÉCLARATION

## Rencontres



### Rencontre avec Giovanni Di Genua

paysan de la commune de Montella, province d'Avellino, district de Haute Irpinia, dans la région de Campanie, Italie

#### **Type d'exploitation**

Le produit le plus typique de la région de Montella est la châtaigne, à tel point qu'il existe un label d'origine géographique pour cette production (comme cela se fait avec les vins tels que le champagne ou certains fromages). Cela fait bientôt 400 ans que les populations de l'Irpinia et de Montella entretiennent avec grand soin leurs châtaigneraies. Les jeunes arbres sont greffés, taillés et élevés pour la production de châtaignes, qui peuvent être traitées ou séchées. Cuite au four et trempée dans du vin, la « castagna del prete », est la spécialité la plus caractéristique de la région. La châtaigne de Montella est très renommée et on l'apprécie dans le monde entier, fraîche ou séchée, ou encore à l'état semi-transformé pour la production de « marrons glacés ». Une grande partie des marrons glacés produits dans la ville de Cuneo (dans la région du Piémont, près de Turin, en Italie du Nord), destinés au marché français, viennent de l'Irpinia. La zone dans laquelle se trouve l'exploitation de Giovanni couvre 5% du marché mondial de la châtaigne.

A côté de la culture de la châtaigne, Giovanni s'est intéressé il y a dix ans au développement durable. Il a lancé une sorte d'exploitation à caractère social, regroupant des jeunes gens « en difficulté », pour leur donner l'opportunité de s'exprimer dans leur propre territoire et contexte culturel. La ferme se consacre à la culture des châtaignes, des truffes, de différents fruits (tels que les pommes, poires et prunes) et d'autres plantes (y compris d'anciennes variétés de céréales cultivées selon des principes biologiques et biodynamiques). Il a acheté un petit moulin

électrique à meule de pierre pour broyer ces céréales en vue de la préparation de pain, de pizzas et de pâtes. Occupé d'août à décembre par la production des châtaignes, il trouve dans le traitement des produits une autre source de revenus pour le reste de l'année.

### **Mise sur le marché et vente directe**

Un consortium baptisé « Ragantela » a été créé avec 40 autres organisations de la région. Il a pour objectif un échange d'expériences dans le domaine de la culture, du traitement des produits et de la vente directe. Les membres du consortium se rencontrent une fois par mois pour discuter des besoins et des priorités, ainsi que des moyens d'accroître la conscience, dans la population et chez les consommateur(trice)s, des besoins des paysan(ne)s et du monde rural. Ces réunions offrent également l'occasion de présenter les produits, de même que des livres et des CD, et de donner une note culturelle à ces manifestations s'adressant à l'origine aux paysan(ne)s. Ces rencontres se tiennent à Naples, ville qui, de par ses dimensions gigantesques et son vaste arrière-pays, se prête parfaitement à des événements culturels et des expositions d'art, à l'occasion desquelles peuvent être expliquées au public les nouveautés en matière d'agriculture biologique. Giovanni vend les produits de sa ferme sur les marchés locaux : châtaignes, farine, salade et légumes, mais aussi pain et soupe préparés avec les céréales qu'il récolte, telles que le seigle et une variété spécifique de céréale appelée germanella en italien.

### **Principaux problèmes de l'exploitation**

Les principaux problèmes rencontrés résident dans le traitement des produits et dans certaines réglementations en matière d'hygiène et de santé. Giovanni a dépensé environ 60.000 euros pour équiper un laboratoire afin de pouvoir être aux normes sanitaires alimentaires. Cependant, il n'a pas encore obtenu l'autorisation de vendre sur les marchés locaux les produits qu'il traite, en raison des réglementations extrêmement restrictives imposées aux petites exploitations en matière de santé et d'hygiène. Les petits exploitants sont traités comme s'ils étaient des groupes agro-industriels. Selon la législation en vigueur, une petite exploitation devrait être équipée de laboratoires d'analyses multiples, un pour chaque produit traité. Giovanni, au contraire, pense qu'en se conformant à l'assolement naturel, il devrait être possible d'opérer une rotation sur le traitement de différents produits tout en évitant le risque de contamination. Les gens ne comprennent pas cela. Le consommateur/la consommatrice ne sait pas quand la ferme récolte ses produits et le législateur ne saisit pas comment la ferme produit. Les petits exploitants ont besoin de mesures législatives pour rester petits sans devoir élargir leur gamme de produits. Ils ont besoin de mesures qui permettent une protection de leurs terroirs et de leurs traditions culturelles.

## **Solutions alternatives**

La législation concernant les réglementations de santé et d'hygiène en matière de traitement des produits dans les petites exploitations doit être modifiée pour permettre l'existence de laboratoires multifonctionnels pour traiter les produits locaux. Il importe également de se pencher sur les subventions de la Politique Agricole Commune pour l'agriculture durable et de lier les subventions à l'emploi.

## **Attentes liées au Forum Nyeleni Europe**

Ce forum est quelque chose de formidable, car il recueille les besoins et expériences de toute l'Europe et il peut proposer des lignes directrices communes pour les législateurs européens et nationaux. Les solutions aux problèmes relatifs au traitement des produits intéressent tous les pays européens et l'importance de faire parvenir sur les tables les produits locaux est reconnue au niveau international.

Lorsque l'on mange un produit local acheté directement chez le producteur/la productrice, on découvre le travail accompli pour le cultiver. Les exploitants amènent leurs produits à votre table et se réjouissent de pouvoir vous nourrir. Toutefois, l'Europe est aujourd'hui basée sur des systèmes industriels et sur les grandes entreprises et les chances des petites exploitations sont bien minces. Autrefois, les paysan(ne)s ne voulaient peut-être pas se battre pour leurs droits, parce que l'industrialisation était alors considérée comme un objectif souhaitable. Maintenant, on assiste à un retour à la terre. Les gens veulent apprendre à s'impliquer dans ce vieux métier, ils aimeraient savoir comment devenir fermiers.

## **Rencontre avec Heike Schiebeck**

exploitante agricole en région montagneuse dans la commune de Eisenkappel-Vellach, Etat de Carinthie, au Sud-Est de l'Autriche (à la frontière avec la Slovénie)

### Type d'exploitation

Il s'agit d'une ferme collective de montagne, à une altitude d'environ 1 000 m, entourée de forêts. Elle dispose de 7 hectares de pâtures et de 10 hectares de forêts en très fort dénivelé. C'est une ferme d'élevage, avec des poulets, des moutons, des porcs, des lapins et 35 ruches, essentiellement pour sa consommation propre, mais aussi pour la vente directe locale. Les moutons peuvent paître sur les pâturages qui n'ont plus d'animaux, car les anciens fermiers ont abandonné leur activité agricole.

### **Mise sur le marché et vente directe**

Les principaux produits de la ferme sont la viande d'agneau, le salami, les saucisses et le miel, qu'elle vend essentiellement au niveau local. Avec une cinquantaine d'autres fermes, Heike a créé une association de vente directe. Les clients locaux intéressés par les produits ont formé un réseau. Les produits sont aussi vendus dans toute la région.

### **Principaux problèmes**

L'on observe depuis peu que des jeunes (25-30 ans) désirent devenir paysan(ne)s. L'agriculture et l'alimentation deviennent peu à peu des thèmes politiques. En Autriche, le problème principal que rencontrent les jeunes voulant se lancer dans ce métier est qu'il n'y a pas suffisamment de terres à un prix abordable. Les paysans/paysannes âgé(e)s ne veulent ni vendre ni louer leurs terres. Lorsque des terres sont mises en vente ou en location, elles sont trop chères pour ces jeunes qui aimeraient devenir paysan(ne)s.

### **Solutions alternatives**

Les gouvernements nationaux et régionaux devraient répondre à cette demande croissante en terres enregistrée chez les jeunes en achetant des terres non utilisées, mais trop chères pour que les jeunes puissent les acheter, ou en les leur louant à long terme. Cette mesure mettrait fin à la spéculation sur les terres. La terre doit à nouveau être consacrée à sa vocation première, qui est de nourrir la population. La terre ne doit pas être sacrifiée pour la construction de supermarchés et d'autoroutes. Le paradigme de la croissance n'est plus de mise.

### **Attentes liées au Forum Nyeleni Europe**

- Élargir le mouvement pour la Souveraineté alimentaire à d'autres secteurs de la société civile et ne pas le limiter aux paysan(ne)s ;
- Faire participer les Européens de l'Est au mouvement pour la Souveraineté alimentaire, de sorte que l'évolution future de leur région puisse se baser sur ces principes ;
- Échanger des expériences pour donner un nouveau dynamisme au secteur et l'encourager.

## Rencontre avec Zoltan Kovacs

jeune paysan hongrois, 28 ans

### **Type d'exploitation**

Zoltan Kovacs est un jeune paysan hongrois qui exploite une ferme avec sa famille. La ferme se trouve dans le Nord-Est de la Hongrie et a 140 hectares de terres. La majeure partie des terres est utilisée comme pâturage pour les animaux, principalement des moutons. L'autre partie est constituée de terres arables, consacrées essentiellement à la culture de céréales, principalement pour la production de fourrage pour l'hiver, le reste étant vendu.

Trois personnes travaillent à la ferme de Zoltan Kovacs : un employé et deux membres de la famille : Zoltan lui-même et son père. Sa mère travaille dans la maison et s'occupe du jardin.

Dans la région où habite la famille de Zoltan, une exploitation de 140 hectares n'a rien d'extraordinaire. Le sol est de mauvaise qualité et la majeure partie des terres ne se prête pas à la culture et est donc utilisée pour l'élevage. Le nombre de moutons élevés dans la région ne cesse d'augmenter.

### **Mise sur le marché et vente directe**

L'activité principale de la ferme est la vente directe, essentiellement de légumes et de fourrage. Il n'y a pas dans la région de systèmes spécifiques pour le traitement des produits de la ferme de Zoltan. Il serait très onéreux de mettre en place une structure pour traiter les produits agricoles et la famille de Zoltan n'est pas en mesure de le faire.

Un autre problème est que les Hongrois ne mangent pas beaucoup d'agneau, car cela ne fait pas partie de leur culture comme c'est le cas autour de la Méditerranée. La viande est donc la plupart du temps vendue à des personnes qui la revendent dans des pays d'Europe du Sud. C'est pourquoi il est si difficile de faire de la vente directe.

Quelques paysans de la région élèvent des bovins et leur situation est un peu meilleure sous certains points de vue.

### **Principaux problèmes de l'exploitation**

Le problème principal sont les capitaux étrangers, qui viennent d'une certaine manière concurrencer les exploitants locaux, mais la concurrence entre les petits exploitants et les grandes exploitations pose également problème. La taille des grandes exploitations ne cesse d'augmenter, elles disposent de plus de capitaux et bénéficient d'aides plus importantes de l'Union européenne que les plus petits exploitants. Dans ces conditions, les fermes de petite taille n'ont plus guère de marge pour se développer ou s'accroître.

Cela inquiète les jeunes. Pour devenir paysan(ne), aujourd'hui, il faut déjà avoir de la famille qui travaille dans le secteur. Si ce n'est pas le cas, il devient de plus en plus difficile de se lancer dans l'agriculture.

Bien entendu, là où les sols sont de meilleure qualité, il est plus facile de mettre en place une exploitation, même à petite échelle, familiale par exemple, et de vivre du travail de la terre.

La ferme de Zoltan fait partie d'une association agro-écologique, dont les adhérents se conforment à un programme écologique, portent une attention particulière à la protection des sols et des habitats locaux et veillent à appliquer des pratiques ménageant l'environnement. Par exemple, ils n'utilisent pas de pesticides chimiques pour la culture des céréales et ils se fient aux migrations des oiseaux pour choisir le meilleur moment pour récolter. Grâce à cela, la ferme de Zoltan bénéficie de subventions.

### **Solutions alternatives**

La priorité devrait être donnée aux exploitations familiales. Il est nécessaire d'aider les exploitations familiales à se développer et à croître. Le traitement des produits alimentaires est très important ; il devrait avoir lieu au niveau local, non seulement pour l'alimentation humaine, mais aussi pour le fourrage destiné au bétail. Il est important d'arrêter d'importer du fourrage d'Amérique du Sud.

Autre gros problème, une grande partie des aliments pour animaux contiennent du soja génétiquement modifié.

### **Attentes liées au Forum Nyeleni Europe**

Le forum devrait aboutir sur des résultats reflétant réellement la situation des paysan(ne)s en Europe, une attention particulière devant être accordée aux exploitations familiales, aux petites fermes et à la production alimentaire à petite échelle.

Dans les exploitations familiales, les paysan(ne)s vivent de l'agriculture, et ce qui est produit est aussi mangé et consommé.

Promouvoir la Souveraineté alimentaire signifie être indépendant des multinationales et des grandes entreprises.

## Rencontre avec Lidia Senra

exploitante agricole à Concello de Vedra, Galice, Espagne

### **Type d'exploitation**

Lidia Senra dirige une exploitation familiale. Elle pratique l'agriculture biologique et élève des animaux tels que des poulets (pour la viande et les œufs) et des moutons, et produit du miel.

### **Mise sur le marché et vente directe**

La vente directe est organisée de trois manières différentes:

1. quelques familles achètent directement à la ferme de Lidia, chaque semaine,
2. quelques produits sont vendus localement sur les marchés du samedi,
3. une variété spéciale de poivre est vendue à un restaurant local - ce restaurant attache une grande importance à l'utilisation de produits locaux

### **Principaux problèmes de l'exploitation**

Le problème principal ici en Europe est la nouvelle Politique Agricole Commune (PAC), de même que d'autres politiques publiques qui se libéralisent.

Il est triste, aujourd'hui de ne pas pouvoir gagner décemment sa vie en travaillant dans une exploitation familiale car les revenus tirés des produits de la ferme sont extrêmement maigres et ne couvrent même pas les coûts de production. Les paysan(ne)s travaillent dur et n'obtiennent pas en retour un revenu adéquat. D'où un rapide recul du nombre de fermiers. Il est de plus en plus difficile, pour les jeunes paysan(ne)s, de se lancer dans leur métier, car les salaires ne sont pas suffisants et qu'il est très difficile de vivre du travail de la terre.

En outre, les coûts de production ne cessent d'augmenter et ceci, à côté d'autres problèmes, assombrit les perspectives d'avenir pour les paysan(ne)s établis et les jeunes paysan(ne)s.

### **Solutions alternatives**

Une nouvelle PAC est actuellement débattue pour la période 2014-2020 et les paysan(ne)s de toute l'Europe se font entendre au sujet de cette politique.

Lidia Senra est membre de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC), une organisation qui émet de nombreuses suggestions sur les changements nécessaires à apporter à la nouvelle PAC pour améliorer la vie des paysan(ne)s. D'une manière générale, la Coordination Européenne Via Campesina lutte pour la Souveraineté alimentaire. Elle pense qu'il est capital de changer la PAC, pour que cette dernière respecte les principes fondamentaux de la Souveraineté alimentaire.

Il faut rechercher une politique permettant de couvrir les coûts de production des denrées alimentaires et de préserver la viabilité des marchés sur lesquels vendent les petit(e)s paysan(ne)s. Les marchés locaux ont besoin d'être aidés.

### **Attentes liées au Forum Nyeleni Europe**

Ce forum est très important, pour deux raisons. Premièrement, des paysan(ne)s de toute l'Europe peuvent s'y rencontrer et échanger sur différents problèmes et besoins. Lidia Senra pense qu'à l'avenir, elle aimerait collaborer plus étroitement avec d'autres organisations. Les paysan(ne)s de l'Europe de l'Est devraient adhérer à la Coopération Européenne Via Campesina pour poursuivre leur propre mission. Tout le monde devrait partager l'idée de la Souveraineté alimentaire. Il est essentiel que le mouvement des paysan(ne)s européen(ne)s devienne de plus en plus fort.

Deuxièmement, il est d'une importance cruciale que ce forum aide à entretenir des liens avec la société, avec les groupes de consommateur(trice)s et les acheteurs.

Ce forum présente l'occasion de recueillir de nouvelles idées sur nos méthodes de production et de voir où des changements sont possibles. Les paysan(ne)s doivent devenir de plus en plus forts pour pouvoir lutter contre le capitalisme alimentaire. Les structures politiques et certaines idéologies politiques imposent à tout le monde les aberrations de l'industrie alimentaire. Cela est complètement absurde.

La population doit résister à la grande distribution et à la folie des grandeurs du marché. Il ne devrait pas être autorisé de mettre en place de nouveaux supermarchés. Les supermarchés imposent aux paysan(ne)s et aux consommateur(trice)s une structure alimentaire erronée et empoisonnée, ils font prévaloir une alimentation basée sur l'agrochimie et des produits chimiques toxiques, système qui ne cesse d'enrichir un petit nombre de profiteurs.

## **LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE EN EUROPE, MAINTENANT!**

### **Nyeleni Europe 2011: Forum Européen pour la Souveraineté alimentaire - Krems, 21 Août 2011**

Les peuples d'Europe font actuellement face aux premières politiques d'ajustements structurels imposées par les gouvernements sur leurs populations. Jusqu'à présent, ces politiques concernaient les habitant(e)s d'autres régions, en particulier des pays du Sud, et cela dans le seul but de sauver le capitalisme et ceux qui en bénéficient (banques privées, groupes d'investissement et multinationales). Tout nous laisse penser que dans un futur proche, ces mesures anti-sociales vont s'étendre et se renforcer. Les premières mobilisations populaires pour dénoncer les systèmes économiques et de gouvernance qui nous ont mis dans cette situation ont commencé. Nous offrons – de manière créative et énergique – une réponse des mouvements sociaux européens qui permettra d'affronter ce modèle d'agriculture globalisée, tout à l'image du système capitaliste qui l'a créé.

Les systèmes alimentaires se résument désormais à un seul modèle d'agriculture industrialisée, contrôlé par quelques multinationales de l'agro-business qui sont en relation avec un nombre réduit d'acteurs de la grande distribution. Ce modèle est conçu pour générer du profit, ce qui provoque son incapacité à faire face à ses obligations. Au lieu d'être dédié à la production de nourriture saine et accessible qui bénéficie aux peuples, il se concentre de plus en plus sur des productions de matières premières telles que les agrocarburants, l'alimentation animale et les plantations industrielles. Cela a causé une réduction drastique du nombre d'exploitations agricoles et de ceux qui en vivent. D'autre part, les régimes alimentaires qui en découlent sont dangereux pour la santé et contiennent trop peu de fruits, légumes et céréales.

Ce modèle de production industrielle est dépendant des énergies fossiles limitées, et des intrants chimiques. Il ne tient pas compte de la rareté des ressources en terre et en eau. Il cause des pertes dramatiques en termes de biodiversité et de fertilité des sols. Il contribue aux changements climatiques et pousse des milliers de personnes vers des emplois où leurs droits les plus fondamentaux sont bafoués. Il conduit à une dégradation des conditions de travail pour les paysannes et paysans, les travailleur(se)s et en particulier les migrant(e)s. Cela nous éloigne de relations respectueuses et durables avec la nature. Ce type d'exploitation et de traitement infligé à la terre constitue la cause fondamentale de la pauvreté en milieu rural et de la faim pour plus d'un milliard de personnes dans le monde (comme c'est le cas actuellement dans la Corne de l'Afrique). En outre, ce modèle

conduit à des migrations forcées, tandis qu'il crée un surplus d'alimentation industrielle qui finit par être gaspillée ou vendue à perte sur des marchés d'Europe ou d'ailleurs, détruisant les systèmes de production locaux.

Cette situation résulte de politiques alimentaires, financières, commerciales et énergétiques imposées par nos gouvernements, l'Union Européenne (particulièrement au travers de la PAC), les institutions multilatérales et financières, ainsi que par les multinationales. Citons pour exemple les politiques de dérégulation et de libéralisation des marchés agricoles, ainsi que la spéculation alimentaire.

Changer la direction de ce système alimentaire dysfonctionnel ne sera possible qu'à travers une réorientation complète des politiques et pratiques agricoles et alimentaires. Il est indispensable de repenser le système alimentaire en le basant sur les principes de la Souveraineté alimentaire, en particulier en Europe, et ce dès maintenant.

C'est pourquoi, du 16 au 21 août 2011, un forum a réuni à Krems (Autriche) plus de 400 personnes de 34 pays du continent européen, de l'Atlantique à l'Oural et au Caucase, de l'Arctique à la Méditerranée – ainsi que des invité(e)s internationaux(ales) – représentant divers mouvements sociaux et organisations de la société civile, pour faire un pas supplémentaire dans le mouvement européen pour la Souveraineté alimentaire. Nous construisons sur les fondations de Nyeleni 2007, dont la déclaration a de nouveau affirmé le cadre de la Souveraineté Alimentaire au niveau international, à savoir – le droit des peuples à déterminer de façon démocratique leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, dans le respect des êtres humains et de l'environnement.

De nombreuses expériences et pratiques existent déjà ici et maintenant au niveau local, régional et européen, qui sont basées sur le concept de la Souveraineté alimentaire et en démontrent la faisabilité.

Nous partageons des valeurs fondées sur les droits humains. Nous souhaitons la libre circulation des personnes et pas la libre circulation du capital et des marchandises, car celle-ci contribue à la destruction des moyens de subsistance, ce qui pousse de nombreuses personnes à migrer. Notre objectif est de favoriser la coopération et la solidarité au lieu de la compétition. Nous nous engageons à nous réapproprier notre démocratie: tout le monde devrait être impliqué dans les questions d'intérêt général et dans l'élaboration des politiques publiques, afin de décider collectivement de l'organisation de nos systèmes alimentaires. Cela exige la construction de systèmes et processus démocratiques, non violents, indépendants des intérêts marchands, basés sur des droits égaux et l'égalité des genres, ce qui mènera également à l'abolition du patriarcat. Nombre d'entre nous sont jeunes et représentent le futur de notre

société et de nos combats. Nous allons nous assurer que notre énergie et notre créativité renforcent le mouvement. Dans ce but, nous devons être capables de participer à la production de nourriture et être intégrés dans toutes les procédures et décisions.

Nous sommes convaincus que la Souveraineté alimentaire est non seulement un pas en avant pour un changement des systèmes agricoles et alimentaires mais que c'est aussi un pas en avant pour un changement structurel de nos sociétés.

Dans cette perspective, nous nous engageons à lutter pour:

### **Changer la manière dont la nourriture est produite et consommée**

Nous travaillons à la création de systèmes alimentaires résilients qui fournissent une alimentation saine et sûre pour tous les peuples d'Europe tout en préservant la biodiversité, les ressources naturelles et le bien-être animal. Pour cela, nous avons besoin de modèles de production et de pêche écologiques, ainsi que d'une multitude de petits paysans, paysannes, jardiniers et pêcheurs qui constituent la colonne vertébrale de la production alimentaire en produisant une alimentation locale. Nous nous battons contre l'utilisation des OGM; nous cultivons et sauvegardons dans ces systèmes une grande diversité de variétés de semences et de races animales qui ne sont pas modifiées génétiquement. Nous privilégions des formes variées et durables de cultures alimentaires, en particulier la consommation de produits locaux de haute qualité et de saison plutôt que de produits fortement transformés. Cela implique une plus faible consommation de viande et de produits animaux. Ces derniers et l'alimentation – sans OGM – fournie aux animaux devraient être uniquement locaux. Nous nous engageons à nous réapproprier et à promouvoir les savoirs culinaires et processus de transformation alimentaires à travers l'éducation et le partage de compétences.

### **Changer la manière dont la nourriture est distribuée**

Nous œuvrons à la décentralisation des circuits alimentaires en soutenant des marchés diversifiés basés sur la solidarité, des prix justes, des circuits courts et des relations intensifiées entre producteur(trice)s et consommateur(trice)s au sein de réseaux alimentaires locaux afin de contrer l'expansion et la puissance des supermarchés. Nous voulons offrir aux personnes les outils de base pour construire leurs propres systèmes de production alimentaire et permettre aux paysannes et paysans de produire et transformer eux-mêmes les aliments pour leurs communautés. Cela nécessite des règles sanitaires favorables, ainsi que des infrastructures alimentaires locales adéquates pour les petit(e)s paysannes et paysans. Nous veillons enfin à vérifier que la nourriture que nous produisons soit accessible à chacun, et notamment à ceux qui ne disposent que de peu ou pas de revenus.

## **Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales dans les systèmes alimentaires et agricoles**

Nous luttons contre l'exploitation et la dégradation des conditions sociales et de travail et pour les droits de toutes les femmes et hommes qui produisent de la nourriture, ainsi que des travailleur(se)s saisonnier(e)s et migrant(e)s, sans compter les travailleur(se)s des secteurs de la transformation et de la distribution. Nous travaillons à des politiques publiques qui respectent les droits sociaux, fixent des exigences élevées et conditionnent les financements publics à leur mise en œuvre. La société doit accorder plus de valeur au rôle des producteur(trice)s alimentaires et des travailleur(se)s du secteur alimentaire. Pour nous, cela inclut des salaires décents. Nous envisageons de construire des alliances solides entre toutes les personnes qui travaillent au sein du système alimentaire.

## **Revendiquer le droit aux biens communs**

Nous combattons la marchandisation des biens communs, leur financiarisation et leur brevetage; et ce, s'agissant de la terre, des semences paysannes, traditionnelles et reproductibles, des races animales et des ressources halieutiques, des arbres et des forêts, de l'eau, de l'atmosphère, et des connaissances. L'accès à ces biens communs ne devrait pas être déterminé par les marchés et l'argent. Dans l'usage de ces ressources communes, nous devons veiller au respect des droits humains, à l'égalité des genres, et à ce que la société dans son ensemble en bénéficie. Nous reconnaissons également notre responsabilité dans l'usage de ces biens communs de manière durable, tout en respectant les droits de la terre mère. Nos biens communs devraient être gérés grâce à un contrôle collectif et démocratique des communautés.

## **Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles**

Nous luttons pour changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires, du niveau local au niveau national, européen et mondial et pour rendre illégitime le pouvoir des grandes entreprises. Les politiques publiques doivent être cohérentes, complémentaires, promouvoir et protéger les systèmes et les cultures alimentaires. Pour cela, elles doivent être basées sur le droit à l'alimentation, éradiquer la faim et la pauvreté, assurer la satisfaction des besoins humains élémentaires et contribuer à la justice climatique en Europe et dans le monde. Nous avons besoin de cadres légaux qui garantissent des prix stables et équitables pour les producteur(trice)s, qui favorisent une agriculture qui ne nuit pas à l'environnement, qui internalisent les coûts externalisés dans le prix de la nourriture et qui réalisent une réforme agraire.

Ces politiques permettraient l'existence d'un plus grand nombre de paysannes et de paysans en Europe. Les politiques publiques doivent être élaborées grâce aux apports d'une recherche publiquement responsable afin d'atteindre les objectifs décrits plus haut. Elles doivent empêcher la spéculation alimentaire et

éviter de nuire aux systèmes alimentaires locaux et régionaux ou aux cultures alimentaires, que ce soit par le dumping ou par l'accaparement de terres en Europe – et particulièrement en Europe de l'Est – ou dans les Pays du Sud. Nous travaillons pour de nouvelles politiques agricoles, alimentaires, semencières, énergétiques et commerciales pour la Souveraineté Alimentaire européenne qui soient cohérentes au niveau international. Ces politiques doivent en particulier concerner une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune, la suppression de la directive européenne sur les agrocarburants, et la gestion du commerce agricole mondial par la FAO et non par l'OMC.



**Nous appelons les peuples et les mouvements sociaux d'Europe à s'engager, avec nous, dans toutes nos luttes pour reprendre le contrôle de nos systèmes alimentaires et construire le mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe MAINTENANT!**



# PLAN D'ACTION

Nos actions collectives en Europe s'inspireront de la déclaration Nyéléni Europe pour la Souveraineté alimentaire, de la déclaration de Nyéléni de 2007 et des 6 piliers de la Souveraineté alimentaire.

Nous **transformerons** nos systèmes alimentaires en Europe et reprendrons le contrôle de nos communautés.

Nous **résisterons** à l'expansion des systèmes agro-industriels en Europe et dans d'autres régions.

Nous **construirons** notre mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe.

*Nous allons agir pour  
instaurer la Souveraineté alimentaire  
en Europe dès maintenant!*

## > TRANSFORMER

Nous transformerons l'organisation de nos systèmes alimentaires en soutenant les actions, les stratégies, les mesures, les conditions de travail et modes de vie qui visent à rétablir le contrôle communautaire.

Nous **TRANSFORMERONS**:

### **1. Le modèle dominant de production agro-industrielle**

- S'appuyer sur nos pratiques écologiques et sociales, en tant que femmes, hommes et jeunes dans nos fermes, jardins, pâturages, zones de pêches de façon à nourrir la plus grande partie de la population européenne.
- Localiser nos systèmes alimentaires résilients fondés sur la biodiversité et renforcer nos réseaux alimentaires locaux
- Développer les propositions de mesures qui cherchent à retirer le droit aux en-

treprises de contrôler notre alimentation et qui défendent et encouragent la Souveraineté alimentaire, par l'amélioration des régimes alimentaires et la réduction des quantités inutilisées en Europe et dans d'autres régions

- Créer/développer des villes en transition et des systèmes agricoles communautaires
- Élaborer un "Codex Alimentarius Campesinos" de manière participative, en mettant en relation les producteur(trice)s, consommateur(trice)s, les chercheur(se)s, les municipalités etc.

## **2. La chaîne alimentaire dans des réseaux alimentaires interconnectés, à travers un changement radical des valeurs sociales**

• Développer des systèmes innovants de manière à rapprocher les producteur(trice)s et consommateur(trice)s :

- Encourager et mettre en place une agriculture soutenue par la communauté(ASC) et d'autres programmes similaires
- Renforcer la plateforme européenne de l'agriculture soutenue par la communauté
- Encourager et créer plus de marchés locaux et renforcer les réseaux alimentaires locaux
- Développer des systèmes de garanties participatives basés sur la confiance et le partage des connaissances
- Favoriser les systèmes permettant aux communautés à faibles revenus, vulnérables ou précaires d'avoir accès à des aliments biologiques locaux grâce à des systèmes tels que la «banque du temps» où les personnes aux moyens financiers limités pourraient payer non seulement avec de l'argent, mais également en heures de travail, de façon à pouvoir acheter des aliments biologiques locaux
- Mettre en place des mécanismes (alternatifs) facilitant l'accès aux ressources comme les crédits pour des systèmes de distribution alternative ou pour les paysan(ne)s

## **3. Situation actuelle d'utilisation des terres**

- Récupérer les terrains industriels et espaces urbains pour en faire des lieux de production alimentaire tels que des jardins communautaires
- Faire pression sur les collectivités locales pour obtenir l'accès aux terres
- Remettre les terres « disponibles » dans les mains de la population et les rendre accessibles aux petit(e)s producteur(trice)s et jardiniers
- Quand c'est le cas, s'opposer au privilège patriarcal de posséder et d'hériter des terres et renforcer l'accès des femmes au foncier
- Mettre en place un cadre juridique garantissant l'accès aux terres pour des systèmes agricoles alternatifs

#### **4. Se mettre en relation avec les universités et les chercheur(se)s:**

- Etablir un lien entre la recherche, l'éducation et la Souveraineté alimentaire en encourageant la recherche interdisciplinaire qui se consacre à l'étude du système agricole en général et son fonctionnement sur le long terme.

- Mettre en avant la recherche participative incluant les communautés de paysan(ne)s et de pêcheurs.

Pour ce faire, les méthodes doivent inclure des consultations avec les personnes faisant partie des systèmes alimentaires, et prendre en compte l'objectif de la recherche, son modèle, son évaluation et sa dissémination. Nous suggérons également de créer un conseil communautaire de recherche, incluant les paysan(ne)s, les travailleur(se)s et la société civile.

- Développer les relations entre les écoles, les chercheur(se)s et les producteur(trice)s alimentaires à travers des activités comme des échanges et visites scolaires dans le monde rural, la formation en ligne, les réseaux sociaux en ligne, la publication de nos propres priorités de recherches et en mettant en œuvre des programmes de recherche collaboratifs.

- Développer les connaissances sur la recherche qui démontrent que l'agriculture écologique à petite échelle peut alimenter le monde entier (s'appuyer par exemple sur le rapport EISCTAD)

- Promouvoir la mise en application des accords de la Conférence Internationale sur la Réforme Agricole et le Développement Rural (CIRADR)

- Défendre l'extension des fonds et des subventions de recherches (notamment pour la recherche participative) à travers :

- L'utilisation d'une taxe sur les combustibles fossiles pour le financement de la recherche publique
- Le développement d'un code éthique de façon à limiter la recherche financée par les entreprises et/ou créer un conseil d'inspection indépendant
- L'élaboration d'un fonds de recherche pour la recherche et d'une structure de financement par le biais d'ONG et d'associations caritatives
- Encourager les programmes d'échange européens comme Grundtvig et Leonardo
- La collecte de fonds par la création d'évènements médiatiques et publics

#### **5. Politiques publiques pour soutenir les principes de**

##### **Souveraineté alimentaire**

- Réformer la Politique Agricole Commune en intégrant les principes de Souveraineté alimentaire dans son application en terme de commerce, de droit à l'alimentation, de semences etc., insister sur un modèle de production et des salaires équitables ainsi que sur la création d'une conditionnalité sociale pour les subventions, en protégeant celles accordées aux petit(e)s producteur(trice)s

- Développer des directives pour la protection des marchés des producteur(trice)s

- Participer au Mécanisme de la Société Civile du Comité des Nations Unies sur la

Sécurité Alimentaire Mondiale de la FAO et faire pression pour y inclure les principes de Souveraineté alimentaire dans le cadre stratégique mondial.

- Soutenir la campagne pour un Tribunal International sur l'accaparement des terres
- Inclure les réformes agraires et faire pression sur les espaces disponibles au sein de la FAO/UE
- Promouvoir des mesures publiques pour stopper l'exode rural en cours à travers la mise en œuvre des stratégies suivantes :
  - Améliorer les conditions de travail pour tous, y compris les migrant(e)s et les petits producteurs
  - Améliorer les droits des travailleurs – y compris des femmes et les migrant(e)s – et les droits à la sécurité sociale si nécessaire
- Travailler à plusieurs niveaux sur différentes mesures politiques pour améliorer la cohérence et les liens établis entre les diverses plateformes pour la Souveraineté alimentaire à un niveau local, régional, européen et mondial.
- Rejoindre les campagnes visant à limiter le pouvoir de l'OMC et du FMI et s'opposer aux accords de libre-échange
- Se documenter sur les bonnes pratiques législatives qui aident les producteur(trice)s à parvenir à la Souveraineté alimentaire
- Encourager une participation croissante des femmes et des jeunes dans le développement de nouvelles politiques

## > RESISTER

Nous résisterons aux systèmes alimentaires agro-industriels qui nous sont imposés par les institutions Européennes et internationales, et par les lobbies des multinationales agroalimentaires en Europe et dans le monde

Nous **RESISTERONS**:

### **1. Contre les systèmes alimentaires industriels qui détruisent les écosystèmes, les moyens de subsistances et l'environnement**

- Construire des réseaux d'informations luttant contre l'invasion publicitaire agressive

### **2. Contre les réformes nationales, européennes et mondiales qui compromettent la Souveraineté alimentaire**

- Résister à la réforme sur la Politique Agricole Commune qui continue à favoriser les déséquilibres de pouvoir actuels et un système alimentaire non durable
- Mener une campagne afin que l'agriculture ne soit plus prise en charge par l'Organisation mondiale du commerce

### **3. Contre l'expropriation de nos biens communs**

- Récupérer nos terres, nos territoires, nos semences, nos espèces et nos variétés qui permettent de subvenir à nos besoins alimentaires
- Rendre publiques les transactions entre les entreprises et les gouvernements et exposer les tractations autorisant l'accaparement des terres
- Soutenir les occupations de terres
- Rejoindre les mouvements luttant pour faire sortir l'alimentation et l'agriculture des systèmes de marchés du carbone, des marchés des services rendus par les écosystèmes ou des plans de compensation pour la biodiversité.

### **4. Contre la prolifération de semences et d'aliments génétiquement modifiés et la propagation des semences non-reproductibles**

- Faire campagne contre la contamination génétique et chimique de nos fermes, jardins, zones de pêche et aliments
- Rejoindre les campagnes contre la biopiraterie et contre les lois, brevets sur le vivant, contrats et l'utilisation des technologies restrictives qui limitent les droits des paysan(ne)s et jardiniers de garder, utiliser, échanger ou vendre leurs propres semences
- S'unir aux mouvements qui luttent contre la légalisation, le développement et l'utilisation de végétaux et d'animaux génétiquement modifiés en Europe

### **5. Contre la conversion des terres agricoles en zones de monoculture pour la production d'agrocarburants**

- Nous rejoindrons les campagnes contre les objectifs fixés par l'Europe pour encourager les agrocarburants.

### **6. Contre l'intégration verticale des réserves alimentaires par les entreprises agroalimentaires, les détaillants et fabricants**

- Contrer la domination des supermarchés sur nos réserves alimentaires et celle de l'industrie agroalimentaire sur nos systèmes de production
- S'opposer à la création de nouveaux supermarchés

### **7. Contre la promotion d'une culture alimentaire de basse qualité plutôt qu'une alimentation saine, durable et équitable**

- Informer les enfants, les jeunes et les consommateur(trice)s sur les méfaits des produits industriels
- Encourager les paysan(ne)s à quitter les grands syndicats et organisations de paysans qui soutiennent le modèle agricole industriel et se libérer de notre dépendance envers ces systèmes

### **8. S'opposer au système patriarcal et à la nature prédatrice du modèle dominant de production de matières premières en Europe**

## **9. Contre l'inhumanité du système productiviste**

- Nous lutterons contre la réduction des dépenses sociales à laquelle nous assistons partout en Europe
- Nous nous opposerons de façon active contre les exodes forcés et les déplacements de communautés
- Nous nous opposerons aux pratiques professionnelles injustes qui discriminent les paysan(ne)s, les femmes, les travailleur(se)s migrant(e)s, qui réduisent les ressources des paysan(ne)s et contribuent à l'exode rural
- Nous apporterons notre soutien aux travailleur(se)s migrant(e)s pour qu'ils obtiennent leurs droits et nous résisterons au traitement injuste des migrant(e)s par les gouvernements nationaux, leurs législatures et la Commission Européenne

## **> CONSTRUIRE**

Nous **CONSTRUIRONS** un mouvement européen en faveur pour la Souveraineté alimentaire à travers :

### **1. Des mesures qui renforcent le mouvement mondial et européen pour la Souveraineté alimentaire**

#### **Suivi des actions à mener après le forum**

- Suivre l'évolution de Nyéléni Europe – publication du compte-rendu du Forum de Krems
- Mettre en place des réunions de suivi au niveau national pour la Souveraineté alimentaire
- Organiser des réunions européennes de suivi– Mars 2012

#### **Communiquer et partager nos savoirs**

- Nous maintiendrons et développerons le site Nyéléni Europe de façon à renforcer les échanges d'informations sur nos actions et initiatives.
- Nous développerons des systèmes d'information et des instruments pratiques nous permettant de consolider nos organisations
- Nous développerons nos systèmes d'éducation et d'instruction et partagerons nos connaissances et compétences entre nous et entre les générations
- Nous créerons et partagerons nos modèles de bonnes pratiques
- Nous créerons une base de données européennes des initiatives favorisant la Souveraineté alimentaire, y compris les marchés alternatifs, les réseaux directs de commercialisation et les organisations locales
- Nous renforcerons la plateforme européenne en faveur de l'agriculture soutenue par la communauté, URGENCI

- Nous organiserons des forums de groupes thématiques/d'intérêt au niveau européen, y compris pour la défense de nos biens communs.
- Nous continuerons à travailler ensemble après le forum, à partager nos informations et à organiser des possibilités de nous retrouver en vue d'AGIR!

### **Alliances et réseaux**

- Nous créerons de larges alliances dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la société
- Nous créerons des plateformes pour la Souveraineté alimentaire en vue de renforcer les alliances et réseaux et de profiter de toutes les occasions pour faire passer notre message (par ex. les forums internationaux)
- Nous consoliderons et créerons des organisations paysannes, notamment en Europe de l'Est.
- Nous renforcerons les réseaux de soutien aux systèmes de semences paysannes et de lutte contre la contamination des OGM par le biais d'actions, d'événements et de manifestations contre l'industrie agroalimentaire
- Nous élargirons le mouvement social pour la Souveraineté alimentaire en créant des alliances :
  - Entre les paysan(ne)s/petit(e)s producteur(trice)s et jeunes sans terres
  - Entre les migrant(e)s, associations et communautés locales afin de lutter contre le racisme et construire des relations de confiance entre les communautés
  - Entre les différents syndicats dans plusieurs pays (tant les organisations de producteur(trice)s alimentaires que celles défendant les travailleur(se)s migrant(e)s)
  - Entre les producteur(trice)s alimentaires et les chercheur(se)s scientifiques critiques
  - Entre les consommateur(trice)s et les producteur(trice)s alimentaires, en particulier les consommateur(trice)s limité(e)s financièrement et les paysan(ne)s/petit(e)s producteur(trice)s
  - Entre le processus Nyéléni Europe et le Mécanisme de la Société Civile du Comité pour la sécurité alimentaire (CSA)
  - Entre les syndicats agricoles et les associations citoyennes
  - Entre les coopératives alimentaires locales et le monde du travail
- Créer des réseaux de communication au sein de notre mouvement et avec d'autres mouvements sociaux (à un niveau européen et national) par le biais de réunions et rencontres entre les producteur(trice)s et les consommateur(trice)s
- Créer des outils d'information centralisés afin de trouver des solutions communes (à travers des réseaux européens ou en créant de nouveaux outils informatiques pour faciliter ce projet)
- Nouer des alliances naturelles avec des organisations tout autour de la planète qui partagent nos objectifs: s'associer avec des réseaux locaux autour de la question de l'alimentation, Slow Food, communautés décroissantes, « villes en transition » et autres initiatives.

## **2. Sensibiliser le public à la Souveraineté alimentaire**

### **Créer des opportunités de formation à Souveraineté alimentaire pour les producteur(trice)s**

- Mettre en places des ateliers/séminaires intensifs pour former aux principes de la Souveraineté alimentaire, de la production agroécologique, et d'autres modes de production alternatifs
- Concentrer en priorité les efforts de formation sur les jeunes paysan(ne)s, investir sur le long terme, leur donner la priorité dans les réseaux et associations de paysan(ne)s

### **Développer des programmes pour former les jeunes à la Souveraineté alimentaire**

- Séminaires et partages de connaissances afin de faire bénéficier les autres des savoirs acquis en matière d'agriculture biologique
- Organiser des visites et séjours pédagogiques à la ferme pour les scolaires et enfants
- Créer des supports de cours et des matériaux pédagogiques pour les écoles

### **Garantir l'égalité homme-femme et la non discrimination sociale dans l'éducation agricole**

### **Développer le travail de sensibilisation à la Souveraineté alimentaire à travers les médias et en organisant des événements**

- Sensibiliser le public sur l'impact économique, écologique, social et sanitaire des systèmes alimentaires actuels à l'aide d'une campagne de communication et d'action directe.
- Utiliser des moyens de communication et de mobilisation sociale innovants afin de sensibiliser le grand public au concept du goût et à la redécouverte des savoirs en matière de production, de traitement et de préparation des aliments
- Mener un travail en direction des médias afin de renforcer la prise de conscience publique et l'information vis à vis de la réforme de la PAC et du concept de Souveraineté alimentaire; mettre en place des campagnes d'information expliquant l'impact des politiques publiques sur la vie quotidienne de chacun de nous, au travers de thèmes comme „Qu'est ce que la PAC a à voir avec moi ?“
- Sensibiliser les gens en Europe de l'Ouest sur la situation en Europe de l'Est
- Centraliser l'information et traduire ces informations dans les langues des travailleur(se)s migrant(e)s

### **3. Organiser des événements autour de la Souveraineté alimentaire**

- Organiser un festival Nyéléni Europe avec des producteur(trice)s, des programmes culturels, des dégustations etc.
- Soutenir systématiquement les initiatives et actions directes comme l'occupation des terres, les grèves des travailleur(se)s etc., et apporter un soutien aux manifestations comme la Campagne européenne pour les semences (European Seeds Campaign), participer aux événements régionaux comme la journée d'action contre les supermarchés.
- Soutenir le Forum alternatif mondial de l'Eau, organisé en mars 2012 à Marseille.
- Organiser une semaine d'action à travers l'Europe afin de célébrer la Journée Mondiale de la Souveraineté alimentaire (16 octobre) et la Journée Mondiale des Luttes Paysannes (le 17 avril). Organiser des forums locaux dans toutes nos communautés locales qui sont connectées à travers le forum Nyéléni Europe.

## En guise de conclusion...

Le forum Nyéléni Europe 2011 pour la Souveraineté alimentaire a été un moment décisif dans notre lutte pour notre objectif commun: instaurer la Souveraineté alimentaire en Europe.

A cette occasion, nous avons approfondi nos connaissances sur le système alimentaire en Europe et réfléchi sur les changements que nous voulons concrétiser et les défis à affronter pour y parvenir.

Nous avons partagé beaucoup d'expériences durant les ateliers participatifs et interactifs, au cours des événements parallèles et lors des réunions informelles en marge du Forum.

Nous avons noué des liens solides et des alliances fructueuses entre nos organisations à travers toute l'Europe, depuis les montagnes de l'Oural jusqu'à l'Atlantique et du cercle arctique jusqu'à la Méditerranée.

Nous avons chacun témoigné des actions que nous menons dans nos propres communautés et pays.

Nous nous sommes engagés à mener des actions dans toute l'Europe :

- Nous **transformerons** nos systèmes alimentaires en Europe et regagnerons le contrôle de nos communautés.
- Nous **résisterons** à l'expansion des systèmes alimentaires agro-industriels en Europe et dans les autres régions.
- Nous **poursuivrons** la construction de notre mouvement pour la Souveraineté alimentaire à travers l'Europe.

***Nous allons agir pour  
instaurer la Souveraineté alimentaire  
en Europe dès maintenant!***

# ANNEXES



## 1. Compte-rendu de la journée d'excursions

Le vendredi 19 août, les participant(e)s au Forum Nyeleni Europe 2011 ont eu la possibilité de participer à l'une des 14 excursions proposées. Au bout du compte, toutes les destinations n'ayant pas reçu assez d'inscriptions, seulement 10 excursions ont eu lieu. L'équipe organisatrice avait choisi des visites à des mouvements, des fermes et des entreprises qui ont un lien avec la Souveraineté alimentaire ou qui la soutiennent au travers de leur travail. Pour les participant(e)s c'était l'occasion de connaître des initiatives locales et de découvrir les environs de Krems.

Cinq destinations étaient situées dans la ville de Krems ou dans ses environs immédiats, rejoignables à pied:

- Evi-Naturkost est un magasin d'alimentation biologique avec une grande variété dans son offre de produits d'alimentation biologique régionale : 50 différentes sortes de pains et viennoiseries, des fromages, de la viande, du poisson, de la confiture, du thé, des herbes, etc. Le propriétaire du magasin a présenté la philosophie de son projet et a fait goûter les différentes spécialités aux participant(e)s.
- Nikolaihof : La famille Saahs gère une ferme biodynamique avec des vignobles sans avoir recours aux pesticides, herbicides ou engrais artificiels. Ils utilisent la phytothérapie pour leurs cultures. Ils ont partagé des informations sur leur façon d'appréhender l'agriculture et organisé une dégustation de leurs vins.
- Randonnée écologique et botanique autour de Krems : promenade dans les collines surplombant Krems avec des explications sur la géologie, la botanique et le climat de la région. Une superbe vue sur le Danube et les environs de Krems.
- Visite guidée de Krems : balade dans Krems avec le guide Robert Mayr (Allemand) accompagné par Eva Richter-Mahrer pour l'interprétation en anglais.
- Resch Bauernladen : ce magasin de produits fermiers offre une large variété de

produits paysans (viande et charcuterie, viande fumée, produits laitiers, légumes, fruits, pain, gâteaux, cidre, miel, thé, herbes, etc.). 90 % des produits sont originaires de la région. Une visite du magasin et une présentation de la ferme ont été organisées par le propriétaire du magasin Hermann Resch, ainsi qu'une dégustation de produits.

Pour les autres destinations se trouvant en dehors de Krems dans les villages et villes alentours, un transport en car avait été organisé :

- La coopérative des fermiers biologiques BerSta était à l'origine un lieu d'échange entre consommateur(trice)s urbains et fermiers biologiques. Le but était de créer un marché stable pour les produits biologiques en provenance de la région éloignée de Waldviertel et de créer un accès à ces produits pour les consommateur(trice)s urbains engagés. BerSta, la première coopérative de fermiers biologiques en Autriche, a été créée en 1980 dans le but d'assurer une bonne relation entre les producteur(trice)s et les consommateur(trice)s et garantir des prix équitables. Les participant(e)s ont eu l'occasion de visiter la ferme de Franz Dietl, membre de BerSta. L'un des membres de BerSta, Anton Rohrmoser, leur a ensuite présenté le concept. Une petite collation avait été prévue.
- Lechner – Menuiserie Waldviertel à Gföhl : La famille Lechner utilise la proportion idéale pour la gestion de leur menuiserie. Tous les matériaux sont naturels (aucune peinture synthétique ou d'aggloméré). Seul le bois traité avec de la cire ou de l'huile est utilisé. Les participant(e)s ont assisté à une présentation de la menuiserie et de sa manière de travailler.
- Waldlandhof dans la région de Waldviertel est le centre de l'organisation Waldland. Waldland est une coopérative de production et de traitement ainsi qu'un réseau de distribution qui rapproche les consommateur(trice)s et les producteur(trice)s. 750 fermiers font actuellement partie de cette organisation. Chaque année, les membres de l'organisation plantent et testent de nouvelles semences. Une visite des sites de traitement a été organisée avec une présentation des différentes parties de la coopérative ainsi que des explications sur l'histoire et le développement de Waldland.
- Brasserie Zwettler : la philosophie de cette brasserie privée a trois principes de base : la conservation de l'autonomie pour tout ce qui se rapporte au goût de la bière, un engagement fort envers la région et ses habitant(e)s et la poursuite de ses efforts pour la durabilité. Les participant(e)s ont pu visiter la brasserie et ont reçu des explications pour chaque étape du brassage, avant de goûter la bière fabriquée.
- Arche Noah à Schiltern a été créée en 1990 dans le cadre d'un projet de conservation d'espèces par des jardiniers, des fermiers et des journalistes qui s'intéressaient à la préservation des semences et à la survie de variétés anciennes. Le projet „Arche Noah“ (Arche de Noé) veut lutter contre la perte de la biodiversité agricole à travers une vision positive et de nombreuses activités. Le jardin est situé dans la célèbre vallée de la rivière Kamp non loin de la ville de Krems/Donau, dans une

petite ville du nom de Schiltern. Accueillis par un magnifique portail en fer forgé, les participant(e)s sont entré(e)s dans un jardin paysagé à la manière baroque, qui abrite aujourd'hui des centaines d'espèces végétales rares cultivées de manière biologique. Une visite du jardin et des archives des variétés était proposée, suivie d'un débat.

- Le monastère bénédictin de Göttweig est situé à 449 m au-dessus du niveau de la mer au bord du Danube, dans la vallée de Wachau. Cette vallée est classée au patrimoine mondial de l'humanité et de nombreux visiteurs y viennent chaque année pour admirer la beauté de cette nature. Le monastère est également un centre spirituel avec 45 moines bénédictins. Les premiers bâtiments ont été construits il y a près de mille ans, en 1083, la splendide extension baroque n'ayant été ajoutée qu'aux environs de 1720 suivant les plans de Johann Lucas von Hildebrand, architecte impérial. Le monastère offre une vue splendide sur la vallée du Danube et présente une exposition sur la Wachau et sur la vie monacale. Architecturalement il est réputé pour son escalier monumental et ses magnifiques fresques.

## 2. Foire aux idées

Afin de présenter les objectifs et les initiatives du forum à un public plus large, les organisateurs autrichiens ont préparé une « foire aux idées ». Elle a eu lieu le vendredi 19 août sur la place du marché de Krems. Les visiteurs de la région de Krems ont pu s'informer sur les multiples idées et applications pratiques de la Souveraineté alimentaire. Les participant(e)s au forum ont ainsi eu l'occasion encore une fois d'échanger des idées et de se créer un réseau.

La foire a commencé par une manifestation accompagnée de musique samba et s'est arrêtée devant plusieurs supermarchés pour protester contre leur pouvoir dans notre système alimentaire. La foire aux idées a offert un programme coloré avec des stands interactifs, des animations de rue, des expositions, des films, des concerts et des spécialités régionales comme l'échange de semences, des dégustations et la méthode traditionnelle de fabrication de beurre dans un tonneau en bois. Les projets de la ferme collective, les projets ASC (Agriculture soutenue par la communauté) et les coopératives alimentaires avaient chacun un stand pour se faire connaître. La veille, un groupe de « Dumpster » (personnes qui récupèrent dans les poubelles) a récupéré des aliments jetés dans les containers des supermarchés. Toute cette alimentation a été empilée sur la place du marché. Le même après-midi, un groupe a mis en place un jardin communautaire dans Krems : une première retombée concrète du forum Nyéléni.

### 3. « Místicas »

Chaque matin, tous les participant(e)s se rassemblaient pour voir une « mística » présentée par les différents groupes du forum. Ces pièces de courte durée, présentées à l'extérieur ou dans le hall, ne duraient que quelques minutes. Elles faisaient passer des messages importants aux groupes.

#### **Mercredi 17**

Quatre personnes du collectif Mai Mun, qui rassemble des jeunes paysan(ne)s, dans le sud de l'Autriche, ont représenté une petite pièce racontant le vol des semences paysannes par les grandes entreprises et montrant comment les paysan(ne)s peuvent récupérer leur patrimoine et regagner le contrôle sur leurs semences, malgré les menaces des entreprises. Ils jonglaient avec des épis de maïs, portaient des échasses et jouaient avec une marionnette géante ou étaient déguisés en clowns.

#### **Jeudi 18**

Le groupe de jeunes a fait la démonstration d'une pratique récemment utilisée par des jeunes paysan(ne)s européen(ne)s dont un grand nombre est sans-terre: le Kata de la Houe. Le Kata est une technique martiale qui vient de la culture de Shaolin – et elle est pratiquée avec différents outils. Le Kata de la Houe est originaire de Genève où il a été utilisé pendant l'occupation de 3 hectares de terre lors de la journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril 2011. Il est utilisé à présent comme un symbole de la lutte pour les droits des paysan(ne)s. La parcelle en question est d'ailleurs encore cultivée par les militants agricoles.

#### **Samedi 20**

Le groupe des femmes a présenté l'opéra international du soleil-lune ou de la lune-soleil. L'œuvre fait participer le public. Ensemble, les acteurs/actrices et les participant(e)s ont présenté l'avènement et la chute du patriarcat. Des symboles mythiques comme le soleil et la lune étaient utilisés. Les chansons anciennes ont été chantées à l'unisson afin de montrer le potentiel de la résistance et l'unité des femmes.

#### **Dimanche 21**

Le dernier jour a commencé avec la mística des paysan(ne)s. Des semences ont été lancées dans le hall. Pendant la mística, les délégations de chaque pays ont présenté des chansons de leur région. Un grand moment de partage avant que les participant(e)s ne quittent Krems pour aller partager avec leurs mouvements toutes les expériences engrangées lors de ce Forum.

## 4. Compte-rendu de la “cantine populaire”

En repensant à notre activité de cantine populaire à Krems, j’ai un véritable sentiment de satisfaction, non pas seulement parce que tout le monde a semblé apprécier notre cuisine mais également à cause d’un certain nombre d’autres points, qui n’étaient peut être pas immédiatement perceptibles depuis l’extérieur de notre groupe de marmitons. Voici donc un rapide aperçu en coulisses, derrière les casseroles et poêles remplies de risotto de betterave rouge et de polenta frite.

Pour commencer, aucun de nous n’avait de longue expérience (voire pas d’expérience du tout) dans la cuisine collective, surtout pour autant de monde. Certes, certains d’entre nous avaient déjà fait la cuisine pour 50 ou 1 000 personnes, lors des occupations anti-nazies à Dresde ou bien à l’occasion du camp climat à Copenhague... des repas agrémentés d’additifs comme les gaz lacrymogènes ou les interventions des policiers anti-émeutes.

Mais nous n’étions pas un groupe de cuisiniers expérimentés ayant déjà mené des actions collectives comme celles-ci. Il y avait donc une certaine crainte selon laquelle notre groupe de trois personnes - qui s’était très activement impliqué dans l’organisation initiale - allait automatiquement se retrouver dans une position d’autorité hiérarchique. Une préoccupation qui peut paraître anecdotique pour les personnes en dehors de notre groupe. C’est peut-être une préoccupation secondaire, mais notre objectif était de parvenir à fonctionner de manière différente. Les principaux ingrédients de notre activité culinaire seraient l’absence de chefs, l’auto-organisation et beaucoup de communication entre nous. Bien sûr, nous ne savions pas si cela allait fonctionner, mais nous voulions tenter le coup, ne serais-ce que parce que nous ne nous identifions pas vraiment avec l’image de ces chefs cuistots masculins, debout au milieu de la cuisine, en train de donner des ordres et de hurler sur les gens.

Et ça a fonctionné. Chacun(e) d’entre nous a pris des responsabilités dans la préparation des repas, dans la vaisselle et le nettoyage, dans l’organisation, etc. C’était vraiment agréable de voir comment un groupe d’idéalistes inexpérimentés s’est transformé en une cantine populaire passablement professionnelle, préparant plus de 1 500 repas par jour... et tout cela sans que quiconque ne s’autoproclame le cerveau des opérations. D’un autre côté, chacun(e) d’entre nous a beaucoup apprécié(e), et avait également besoin d’entendre, les applaudissements, remerciements et ovations reçues pour notre travail, à la fin des repas.

Une autre chose importante et qui peut-être n'était pas si évidente, c'est le fait que nous ne nous considérons pas comme des fournisseurs de services, mais comme faisant partie intégrante de ce mouvement vers la Souveraineté alimentaire et la production alimentaire autonome. La majorité des personnes qui travaillaient en cuisine milite par ailleurs sous une forme ou une autre dans des mouvements en relation avec l'agriculture, ici en Autriche. Pour nous Nyéléni était donc également une possibilité d'étendre notre réseau, de nouer de nouveaux contacts, de nous retrouver et de découvrir ce qui se passe dans d'autres pays. La cantine était notre façon d'apporter notre soutien à un concept politique et de le faire à notre manière: concrète et radicale. Il est difficile de lutter quand on a le ventre vide.

Par ailleurs, c'était formidable de pouvoir nous approvisionner presque exclusivement auprès de petits paysans et paysannes de la région. C'était vraiment la mise en œuvre concrète de la Souveraineté alimentaire. Y a-t-il un meilleur moyen de mettre en pratique toutes ces théories dans le cadre d'une seule semaine?





# Six piliers de la Souveraineté alimentaire

La  
Souveraineté  
alimentaire  
en Europe,  
maintenant!

## 1. La priorité donnée à l'alimentation des populations

La souveraineté alimentaire place au centre des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche le droit à une alimentation suffisante, saine, respectueuse des cultures, pour l'ensemble des individus, des populations et des com-

munités, englobant celles souffrant de la faim, sous occupation, dans des zones de conflits ou marginalisées; Elle rejette l'assertion selon laquelle l'alimentation est un produit comme un autre, géré par le secteur agro-alimentaire.

## 2. La valorisation des producteurs d'aliments

La souveraineté alimentaire valorise et soutient les pratiques, de même qu'elle respecte le droit, des hommes et des femmes, des paysans et des petits agriculteurs familiaux, des pasteurs, des pêcheurs artisanaux, des habitants de la forêt, des peuples indigènes et des travailleurs agricoles, des travailleurs de la

mer, dont les migrants, qui cultivent, font pousser, récoltent et transforment les aliments; Elle rejette les politiques, actions et programmes qui les dévalorisent, menacent leurs moyens de subsistance et contribuent à les faire disparaître.

## 3. L'établissement de systèmes locaux de production

La souveraineté alimentaire rapproche producteurs et consommateurs, les place au centre du processus de décision sur les questions alimentaires. Sur les marchés locaux, elle protège les producteurs du dumping des importations et de l'aide alimentaire, elle protège les consommateurs d'une nourriture nutritionnellement pauvre et malsaine, d'une aide

alimentaire inappropriée et d'aliments contaminés par des organismes génétiquement modifiés. Elle permet de résister aux institutions, aux accords et aux pratiques qui dépendent de et qui promeuvent un commerce mondial non durable et inéquitable et qui donnent un pouvoir considérable et injustifiable aux transnationales.

## 4. Le renforcement du contrôle local

La souveraineté alimentaire place la gestion des territoires, des terres, des pâturages, de l'eau, des semences, du bétail et des ressources halieutiques dans les mains des producteurs locaux et respectent leurs droits. Ceux-ci peuvent en faire usage et les partager selon des systèmes socialement et écologiquement durables, qui permettent le maintien de la diversité. La souveraineté alimentaire reconnaît que les territoires locaux ne respectent parfois pas les frontières géopolitiques et per-

met aux communautés locales d'habiter et d'utiliser leurs territoires. Elle promeut la concertation et l'action collective entre les producteurs de différentes régions et territoires, de différents secteurs d'activités, contribuant à la résolution de conflits internes ou de conflits avec les autorités locales ou nationales. Elle refuse la privatisation des ressources naturelles qu'elle soit permise par des lois, des contrats commerciaux ou des régimes de propriété intellectuelle

## 5. La construction des savoirs et savoir-faire

La souveraineté alimentaire se construit sur les savoirs et savoir-faire locaux des producteurs et sur leurs organisations locales qui préservent, développent et gèrent les systèmes de production et de cultures locaux. Pour cela, elle permet le dé-

veloppement de programmes de recherche appropriés et qui ne menacent pas les générations futures. Elle rejette donc les technologies qui les soumettent, les menacent ou les contaminent, comme par exemple l'ingénierie génétique.

## 6. Le travail avec la nature

La souveraineté alimentaire utilise les apports de l'environnement selon des pratiques de cultures et de production agro-écologiques diversifiées et faibles consommatrices d'intrants, qui optimisent les apports des écosystèmes, améliore la résilience et l'adaptation, particulièrement face au changement climatique. Elle cherche à guérir la planète pour que

la planète puisse nous guérir. Elle refuse les pratiques qui mettent à mal les écosystèmes, les monocultures et les élevages intensifs fortement consommateurs d'énergie, les pratiques de pêche destructrices et les autres modes de production industriels, qui détruisent l'environnement et contribuent au réchauffement mondial.